

SOMMAIRE

- Introduction - violence politique et narcotrafic
les "yardies" jamaïquains, le PKK

1 - "YARDIES", "POSSES" : NERVIS JAMAÏQUAINS HYPERVIOLENTS ET NARCOTRAFIC INTERCONTINENTAL

Introduction

La criminalité organisée jamaïquaine : définition, présentation

La Jamaïque

Kingston

"Yardies" Posses" : définition

Les principaux posses

Les posses : émergence, histoire

Posses et narcotrafic

La dimension internationale des posses

Etats-Unis

Canada

Grande-Bretagne

Aujourd'hui, les posses...

Bibliographie

2 - LE PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN (PKK)

I - Le PKK et l'Allemagne

L'Allemagne "front" prioritaire du PKK

Narcotrafic du PKK en Allemagne

L'Allemagne prise en otage

II - Ce qu'est le PKK

Bras armé du PKK et guérilla en Turquie

Représentativité du PKK en Turquie

Le PKK en Europe occidentale

Le PKK dans les Balkans

Le PKK dans l'ex-URSS

Activités du PKK au Caucase

Une nouvelle "zone hors-contrôle"

Le PKK dans la zone grise du nord de l'Irak, et alentours

III - PKK et narcotrafic

Méthodologie et chiffrage

Le narcotrafic du PKK en Europe

Les clans criminels kurdes et le PKK

Chronologie, 1990 - 1996

Violence "politique" et narcotrafic :

Les "Yardies" Jamaïquains

et le PKK

(PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN)

François Haut & Xavier Raufer
Institut de Criminologie de Paris

Violence "politique" et narcotrafic : les "Yardies" jamaïquains, le PKK

Introduction

les "Yardies" jamaïquains, le PKK

Les organisations criminelles, mais possédant une dimension politique et idéologique, posent un problème ardu à nos systèmes judiciaires et répressifs. Jouant de la culpabilité occidentale, sensibilité humanitaire des opinions publiques, ou encore nostalgie tiers-mondiste d'une certaine intelligentsia, ces entités hybrides sont d'abord très difficiles à caractériser comme criminelles, accusation qu'elles nient bien sûr farouchement. Et plus délicates encore à combattre.

Complexe, le problème est aussi durable. Il est en effet sans exemple qu'un système quasi-parfait ne soit pas imité sur le champ - et largement. Cette recette de l'entité chauve-souris ("je suis oiseau, voyez mes ailes..."), la voici :

1°) S'implanter durablement - parfois de façon quasi-indéracinable - dans un ou plusieurs pays d'Europe ou d'Amérique du nord, en s'abritant parmi les émigrés de sa communauté d'origine;

2°) Pratiquer au grand jour une activité politique, sociale, communautaire - ou même artistique - de couverture, laquelle fournit en même temps l'axe de l'agit-prop en cas de répression. Policiers et magistrats sont alors taxés de "racisme", ou de complicité avec le pouvoir "fasciste" du pays d'origine:

3°) Se livrer clandestinement à des trafics de toute sorte : stupéfiants, migrants illégaux dans un sens, armes, munitions, explosifs dans l'autre.

Soyons en sûrs : une recette aussi efficace servira dans les années à venir.

Mais ces activités illégales, disent déjà les bonnes âmes, sont-elles si graves que cela ? Ces trafics clandestins ne sont au départ qu'accessoires, bien sûr. Un jour, il faut brutalement beaucoup d'argent pour financer la lutte de libération, ou l'autodéfense communautaire. Or rien au monde ne génère plus vite une fortune que le narcotrafic. La fin justifie donc les moyens. Et puis, l'organisation dispose de troupes rodées à la clandestinité, de sanctuaires, aussi. Alors...

Alors : une entité qui met le doigt dans l'engrenage de tels trafics finit irrémédiablement par y être happée toute entière - quelle que soit la noblesse de son idéal d'origine, le désintéressement de ses adhérents. Armée, guérilla, groupe terroriste, secte : pas d'exception - cette voie, vraiment, est à sens unique. Songeons aux Forces armées révolutionnaires de Colombie, les FARC, jadis branche militaire

du très orthodoxe parti communiste colombien (à l'époque Brejnevien) aujourd'hui si mouillées dans la production et le trafic de cocaïne que la presse de Bogota les a surnommées le "troisième cartel"...

Mais ces liens entre violence "politique" et narcotrafic sont tout sauf univoques. Plusieurs configurations existent, tenant d'abord à l'histoire des entités hybrides elles-mêmes, mais aussi à la géographie de la zone qui les a vues naître. Nous présentons ici deux de ces organisations mutantes.

- Les gangs jamaïcains, mal connus en Europe continentale. Hors de Grande-Bretagne, nul ne les croit aujourd'hui implantés en Europe. Or nous verrons plus bas que, dès 1980, les posses ont pu former plusieurs véritables armées de 1000 soldats et cadres aux Etats-Unis. Ces gangs, il fallut cinq ans pour en détecter la présence, dans un pays qui possède depuis cinquante ans une police fédérale - contrairement à l'Union Européenne. Ils avaient entre temps commis 1500 meurtres.

- Nous revenons aussi sur le Parti des Travailleurs du Kurdistan, PKK, en raison de la position inextricable dans laquelle cette "guérilla dégénérée" a mis le plus grand pays d'Europe. Il nous a semblé qu'il y avait là un contre - exemple allemand à méditer. Et une recette, pour le coup, à ne pas suivre :

- Ignorez le problème aussi longtemps que vous pouvez.

- Bercez vous plus longtemps encore de l'idée que le PKK n'est qu'une sorte de social-démocratie kurde - certes un peu turbulente.

- Laissez-vous inonder d'héroïne en refusant de voir le lien militantisme-narcotrafic. Même quand les preuves sont aveuglantes. Même quand l'homme impliqué dans le trafic de plus de cent kilos d'héroïne est le propre frère de celui qui dirige la guérilla dans les montagnes du sud-est anatolien ¹.

- Abdallah Ocalan vous menace de ses commandos-suicide, après avoir juré de massacrer vos touristes s'ils osent aller en Turquie ? Gémissiez que ces propos sont "inadmissibles".

- Laissez enfin ses "soldats" paralyser vos autoroutes - et incendier cent fois plus de commerces turcs qu'aucun skinhead allemand n'a jamais rêvé de le faire.

Enfin réveillez-vous un beau matin pour constater qu'un de vos dossiers politiques les plus délicats - les rapports Allemagne-Turquie - est l'otage d'une secte maoïste, dirigée par un paranoïaque grave. Avez-vous lu les derniers discours d'Ocalan ? Il y révèle que le chancelier Kohl est un agent stipendié des services spéciaux turcs. Et que président turc Turgut Ozal (décédé d'une crise cardiaque en avril 1993), ainsi que le premier ministre suédois Olof Palme (tombé sous les balles d'un

¹ Voir p. 31, le détail de l'affaire.

inconnu dans une rue de Stockholm en février 1986) ont tous les deux été assassinés par des agents secrets turcs. Le monstrueux complot visant bien sûr à discréditer le PKK...²

Présenter de façon détaillée ces entités permettra, pensons nous, d'accélérer la prise de conscience des européens sur leur très réelle nocivité. n

² Voir p. 18, extraits et références de ces discours délirants.

Les "Posses" : nervis hyperviolents et narcotrafic inter-continental

Introduction

Comme le tableau d'honneur des bons élèves de l'école de jadis; comme le "hit parade" dont les rock-stars d'aujourd'hui se disputent les premières places, le FBI publie régulièrement la liste des dix criminels qu'il recherche le plus activement. Juillet 1995 : O'Neil Vassell fait son entrée parmi les "ten most wanted". Une première historique : il n'a que 18 ans. Pour les fédéraux américains, il a commis trois meurtres (connus...) et d'innombrables agressions violentes de la Caroline du nord au Connecticut. O'Neil Vassell appartient au "Rats posse", un gang jamaïquain de trafiquants de crack.

La Jamaïque, justement, en 1993. Une de ces années électorales qu'on appelle là-bas "la saison du flingue". Les législatives de la fin mars ont été plutôt paisibles. A peine 155 assassinats, pour une population de 2,5 millions d'habitants. Le même exercice démocratique avait fait 800 morts en 1980. En proportion, une élection en France provoquerait 18 000 meurtres...

Un mois avant les élections de 93, la Jamaïque perdait son gangster le plus célèbre : Lester Coke, dit "Jim Brown", chef du "Shower posse" - dont nous reparlons plus bas. Emprisonné à Kingston, en attente d'extradition vers les Etats-Unis, où la justice accuse le Shower posse d'avoir importé 150 tonnes de cannabis et 10 tonnes de cocaïne en trois ans, Lester Coke meurt bizarrement, brûlé vif dans sa cellule. En Jamaïque même, Coke a été cent fois inculpé pour viols, meurtres, attaques à main armée - mais jamais condamné, les témoins de ses crimes ayant fâcheusement tendance à s'évaporer.

Et voilà qu'à ses obsèques, l'homme qui domine depuis trente ans la vie politique jamaïquaine prend la parole. Coïncidence ? La circonscription d'Edward Seaga, député inamovible, dix ans premier ministre, et le fief criminel de Coke ne font qu'un. "Tivoli gardens" : derrière ce nom poétique fleurant les reggaes de Bob Marley, un sinistre ghetto de Kingston-ouest surnommé "concrete jungle", la jungle de béton, par ses habitants. Devant le cercueil de Coke - et tous les journalistes locaux - Seaga déclare : "Notre communauté aimait et respectait Jim Brown, qui était son protecteur. Sans approuver son mode de vie, je lui suis reconnaissant de tout ce qu'il a fait pour nous". Un peu comme si Bill Clinton prononçait l'éloge funèbre d'un parrain de la mafia de New York...

Voilà le contexte dans lequel cette île paradisiaque a engendré la criminalité organisée la plus violente de la planète. Et se trouve dans le tiércé de tête des

meurtres en proportion de sa population : 29,3 homicides/100 000 habitants, derrière la Colombie et l'Afrique du sud³.

La criminalité organisée jamaïquaine : définitions, présentation

La Jamaïque

Ile des Caraïbes, 10 990 Km²

Indépendante depuis août 1962

Population (1995) : ± 2 574 000 hab.

Capitale : Kingston, ± 850 000 hab.

Eventail ethnique : africains, ± 77%; métis, ± 15%; asiatiques, ± 5%; blancs, ± 3%.

PNB par hab. : 1400 dollars US (1995)

Dernières législatives (30 mars 93), sur les 60 sièges du parlement :

- . People's National Party (Parti National du Peuple, PNP, gauche) : 52 sièges
- . Jamaican Labour Party (Parti Travailleuse de Jamaïque, JLP, libéral) : 8 sièges

Diaspora jamaïquaine : ± 2 millions d'émigrés, Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne.

Kingston

Selon la police locale (Jamaican Constabulary Force), Kingston et ses banlieues comptaient en 1994 ± 55 "posses" ⁴, soit au total ± 3500 gangsters. Au centre et à l'ouest de la capitale, une succession de bidonvilles et d'HLM délabrés, les cités-ghettos de Trenchtown, Rema, Denham Town : noms familiers aux amateurs de reggae. Lieu stratégique : les docks de Newport West, fief des gangs JLP, vitaux pour le narcotrafic. Lieu symbolique : le cimetière de Maypen, où la plupart des tombes sont celles d'hommes de 18 à 25 ans...

Dans ces bastions politico-criminels inexpugnables, soit du JLP, soit du PNP, vit - d'abord de la narco-économie - un lumpen-proletariat violent, auto-baptisé "the Sufferers" (les victimes, ceux qui souffrent). Partant de ces fiefs, les gangs dirigent un intense trafic de stupéfiants, jusqu'à New York, Toronto, ou Londres.

³ Derniers chiffres connus : 1993, 653 meurtres; 1994, 688. Une augmentation ininterrompue depuis dix ans. Colombie : 25 273 meurtres en 1995; près de 70 meurtres pour 100 000 habitants...

⁴Voir page suivante une définition de ce terme et une présentation des gangs jamaïquains.

"Yardies", "Posses" : définition

"Yardie" : désigne à l'origine un jamaïquain. Son pays d'origine est affectueusement appelé "the back yard". A Kingston, un yard est le territoire, le fief d'un gang. En Grande-Bretagne, "Yardie" qualifie aujourd'hui un gangster jamaïquain.

"Posse" : tout groupe vaguement organisé d'hommes en armes. Terme de l'Ouest américain traduisible par "meute". Désigne depuis les années 80 un gang jamaïquain, dans son île d'origine ou aux Etats-Unis.

Depuis les années 60, les Posses de Kingston, sont payés et armés par les politiciens pour faire régner leur ordre dans leurs "circonscriptions-garnisons". Au fil des années, la ville s'est transformée en un échiquier de zones de guerre, lieux de racket, de trafic d'armes et de stupéfiants pour les posses, qui exécutent en prime des tueries "politiques" lors des campagnes électorales.

Caractéristique première des posses : l'incroyable férocité de leurs "soldats", localement baptisés "tribal gunmen", les flingueurs tribaux - même comparés à ceux d'autres mafias. Par ailleurs fort "politically correct", un rapport fédéral américain n'hésite pas à les dépeindre comme des individus "sanguinaires", exerçant une "violence bestiale".

De 1980, date probable de leur implantation aux Etats-Unis, à 1990, le FBI attribue 5000 meurtres (connus) aux Posses, dont ± 1100 pour 1988 - 250 assassinats en 1990 dans la seule ville de New York. En 1986, un tueur du Renkers posse est arrêté aux Etats-Unis. Au palmarès de Karl "Fabulous" Dunstrom, plus de 100 meurtres...

Hold-up sanglants, massacres de trafiquants rivaux et de leurs familles, tortures abominables... Prédateurs absolus, les posses se moquent de la "loi du Milieu", n'hésitant pas à assaillir les fiefs américains des narcotrafiquants colombiens, mexicains ou nigériens et les détroussant, Uzi au poing, de leur cocaïne, de leur héroïne, ou de leurs dollars.

Cuba est tout proche : guerre froide oblige, nombre de gangsters jamaïquains "de gauche" reçoivent dans les années 60-70 une "formation" paramilitaire cubaine - leurs patrons politiques les présentant comme des militants anti-impérialistes; au pire comme des gardes du corps. Idem avec une formation américaine, bien sûr, pour les gangs de "combattants de la liberté", dans le camp d'en face.

De ce fait, les yardies parviennent à mettre en œuvre aux Etats-Unis une stratégie efficace. Après une phase d'observation minutieuse, ils "nettoient" d'abord le territoire de narcotrafiquants concurrents. Puis ils installent sur les "terres libérées" des noyaux très compartimentés, spécialisés dans un produit précis (cannabis, crack, etc.). Les intermédiaires entre dealers et grossistes ont dans chaque noyau

un pseudonyme différent - les dealers de rue ignorent d'ailleurs qu'il appartiennent à une organisation.

Malgré tout, les posses sont une facette peu structurée de la criminalité organisée : pour les experts britanniques, canadiens ou américains, ce sont des organisations opportunistes, aux hiérarchies très volatiles, menant des stratégies de court terme. Sur l'échelle "militaire", les posses sont plus proches de la bande armée libérienne que de la Légion étrangère...

Les principaux posses

Les posses portent le nom de leurs fiefs de Kingston (Tel Aviv, Dunkirk), ou d'un symbole quelconque. Le gang JLP de Tivoli Gardens, le "Shower posse", doit ainsi son nom à un massacre de gangsters PNP "arrosés" de balles - to shower signifie arroser - dans leur fief de Rema, en 1984.

Nom	Territoire	Affiliation "politique"	Dimension internationale
H DUNKIRK posse	quartier Dunkirk, Kingston	PNP	Etats-Unis
H JUNGLE posse	Trenchtown, West-Kingston	JLP	Etats-Unis
McGREGOR GULLY posse	posse créé aux Etats-Unis	?	Etats-Unis
RENKERS posse	Southside, Kingston	JLP, (allié du Shower posse)	Etats-Unis, Grande-Bretagne
H SHOWER posse	(voir ci-dessous)		
H SPANGLERS posse	Regent street et Matthew's lane (REMA), West-Kingston	PNP	Etats-Unis
STRIKERS posse	scission du Shower posse aux Etats-Unis	?	Etats-Unis, Canada
TEL AVIV posse	Quartier Tel Aviv, Kingston	PNP	Etats-Unis

H = Les "quatre grands" posses

Depuis 1984, policiers américains et canadiens considèrent le Shower posse comme le plus dangereux de tous. Vers 1959, son ancêtre direct est le Phœnix gang, une bande de délinquants juvéniles - on dit "Rude Boys" à Kingston - de "Back o'wall", alors le pire bidonville du lieu. En 1966, Edward Seaga fait raser Back o'wall et édifier à la place Tivoli gardens, une cité HLM. Depuis, les chefs successifs du Phœnix gang (devenu Shower posse), Claudius Massop, Lester "Jim Brown" Coke, forment avec Seaga une sorte de symbiose politico-criminelle. Parti d'un ghetto de Kingston, le Shower posse est notamment liée au cartel de Cali. Ses ramifications internationales s'étendent :

- . Aux Etats-Unis : présence avérée dans les villes d'Anchorage, Atlanta, Denver, Houston, Los Angeles, Miami, New York, Philadelphie, Pittsburgh, Washington DC,
- . Au Canada : Toronto, Montréal,
- . En Grande-Bretagne : Londres.

Au-delà de ces implantations traditionnelles, des "soldats" du Shower posse ont été interpellés ces dernières années en Italie, en Australie et au Japon.

Les posses : émergence, histoire

La guerre des gangs "politisés" jamaïcains débute en 1965. S'adressant à un auditoire hostile, Edward Seaga lance à la foule qui le hue : "Vous vous croyez si forts que ça ? Je reviendrai avec les gangs de West-Kingston. Ca sera où vous voulez, comme vous voulez ... Fire for fire, blood for blood - feu pour feu, sang pour sang !

Alors, depuis qu'Edward Seaga inventa la "circonscription-garnison" dans les ghettos de Denham town - Trenchtown - Foreshore road et Tivoli gardens, la guerre n'a jamais cessé. Un gang (enrôlé comme "mouvement de jeunes" du parti) contrôle la circonscription, y fait voter "comme il faut" la population et bénéficie en retour d'une quasi-impunité. Un tribalisme sous-jacent au bipartisme jamaïcain, JLP libéral-reaganien, contre PNP socialo-castriste.

Le système résiste aux répressions les plus dures. Depuis 1974, qui commet un crime ou une agression à l'aide d'une arme à feu relève de "Gun Court". Ce tribunal expéditif procède par comparution immédiate, sans caution ni appel. Et distribue largement des sentences lourdes, jusqu'à la détention criminelle à perpétuité. Malgré Gun Court, les législatives de la fin 80 tournent à l'orgie de meurtres : 1100 pour l'année, 800 durant les élections. Les deux gangsters en chef, Claudius Massop (Shower posse, JLP, assassiné en février 1979) et Aston "Bucky Marshall" Thompson (Spangler's posse, PNP, assassiné en mai 1980) ne survivent d'ailleurs pas à la campagne...

Depuis - certes à des niveaux moins spectaculaires - la violence politique continue de ravager la Jamaïque. Elle s'accompagne depuis le début des années 80 d'une implication toujours plus grande des posses dans le narcotrafic.

Yardies et narcotrafic

Le "chanvre indien" se cultive à la Jamaïque depuis le XIX^{ème} siècle. Aujourd'hui encore, l'Ethiopian Zion Coptic Church et d'autres églises "Rastafari", font un usage liturgique de la "ganja". Mais l'explosion du trafic du cannabis vers les Etats-Unis date des années 60. La Floride est à moins de 1000 km. de la Jamaïque : les posses voient vite qu'il y a énormément d'argent à gagner. Vers 1970, le commerce (de gros) de la ganja avec l'Amérique représente de 2 à 400 millions de dollars/an.

Dix ans plus tard, de 500 millions à 2 milliards de dollars. En 1985, la Drug Enforcement Administration (DEA) estime que les narcos jamaïquains importent 2000 tonnes de ganja par an aux Etats-Unis. La ganja fait vivre 6000 fermiers de l'île, où on la surnomme d'ailleurs "the poor's man friend", l'amie des pauvres gens...

Vers 1977-78, la guerre JLP - PNP, par posses interposés, s'aggrave. Le trafic de ganja se double alors d'une contrebande de retour : celle des armes sophistiquées, faciles à acquérir aux Etats-Unis et vitales dans une guérilla urbaine toujours plus sanglante.

La cocaïne apparaît à Kingston lors de la campagne électorale de 1980. La géographie s'impose : la Jamaïque est un point de passage idéal entre la Colombie et l'Amérique du nord. Le trafic est initié par les posses JLP - vite rejoints par leurs rivaux "de gauche". S'inspirant d'une recette venue des Bahamas, la Jamaïque produit même du crack à grande échelle dès 1983, avant l'Amérique. Le crack, qui se fume, a un succès immédiat dans un pays où l'usage des "joints" ("spliffs" en argot local) est banal.

Dès 1985, les posses sont les pionniers du trafic de crack aux Etats-Unis. En 1988, la DEA considère que, de 1984 à 1987, le Shower Posse a importé 150 tonnes de ganja et 10 tonnes de cocaïne à New York, Toronto, Philadelphie et dans le Maryland. De 1985 à 90, le chiffre d'affaires du "McGregor Gully posse", grossiste-fournisseur de Crown Heights, Brooklyn (New York) en ganja, héroïne et cocaïne, dépasse les 100 millions de dollars ⁵.

Mais le narcotrafic ne reste jamais longtemps une simple affaire de transit. Rapidement, la consommation locale explose dans les pays producteurs ou exportateurs. A Kingston, ± 20 000 jeunes fument du crack dès 1992. L'année suivante, la police estime qu'il y a au minimum 60 "crack-houses" dans la ville...

Cependant, les fortunes des narcos jamaïquains se font surtout à l'exportation, grâce aux réseaux implantés dans les grands marchés consommateurs, Amérique du nord et Grande-Bretagne.

La dimension internationale des posses

- Etats-Unis : Légal ou clandestins, il y a aujourd'hui 500 000 jamaïquains dans le grand New York. Durant la décennie 80-90, 215 000 jamaïquains ont émigré légalement aux Etats-Unis. Une population dans laquelle les criminels se dissimulent facilement - et sur laquelle ils vivent. Aux Etats-Unis, les ± 5000 victimes des yardies sont en grande majorité leurs propres compatriotes. L'émigration massive des posses vers l'Amérique remonte à 1980. Après le carnage

⁵ Le chef du McGregor Gully posse, Eric "Chinaman" Vassell est incarcéré à Kingston depuis septembre 1994, en attente d'extradition vers les Etats-Unis, où il est recherché pour une dizaine de meurtres, narcotrafic, blanchiment, etc.

des législatives de décembre, gagnées par Seaga, les gangs perdants du PNP, s'enfuient aux Etats-Unis, où, en 1985-86, ils sont les pionniers du commerce du crack - importation, gros, demi-gros - parfois même détail.

Etonnant : ce n'est qu'en 1985 que les autorités fédérales américaines s'avisent du débarquement des yardies. Alors qu'il y a déjà 20 posses aux Etats-Unis, aux effectifs globaux de 10 000 "tribal gunmen" - déjà coupables de plus de 1500 meurtres. A New York, Shower, Spanglers, Jungle et Dunkirk sont de vraies armées d'un millier de soldats et cadres d'autant plus aguerris, qu'ils ont survécu à la guérilla des ghettos de Kingston.

C'est le déchainement de la guerre du crack qui réveille l'Amérique. En 1985, un document du ministère de la Justice définit les posses comme "la société criminelle étrangère la plus meurtrière, la plus impitoyable à avoir jamais pénétré les Etats-Unis". En 1987, la première grande rafle anti-posses montre une implantation effective des gangs jamaïquains dans 11 des plus grandes villes du pays ⁶. En matière de stupéfiants, ce sont plutôt des multicartes, vendant aussi bien la ganja que l'héroïne, le crack ou la cocaïne.

Le projecteur est désormais braqué sur eux, mais les posses continuent à s'implanter en Amérique jusqu'en 1990, année où la répression les frappe de plein fouet. Le FBI constate alors que les yardies sont présents dans 21 Etats américains ⁷. Malgré leur violence, ils s'allient au coup par coup avec des gangs panaméens ou nigériens; ici avec une triade (Houston, Texas), là avec des gangs juvéniles américains (Dunkirk de Los Angeles avec des Crips locaux).

Depuis 1990, la répression, le retour en force de puissants cartels rivaux (mexicains, colombiens, etc.), ont conduit les yardies à plus de discrétion, de prudence. Les posses ont éclaté en unités réduites, mieux intégrées - plus américaines. Elles ne sont pas devenues moins violentes, ou moins dangereuses, pour autant.

- Canada : A la fin des années 80, la répression est plus dure pour les yardies aux Etats-Unis. Certains émigrent alors en Grande-Bretagne et au Canada. Dans ce dernier pays, les posses progressent très rapidement vers l'ouest : en septembre 1992, c'est à Calgary, Alberta, qu'un premier policier canadien est assassiné par un yardie - au grand émoi de l'opinion publique. Dave Anthony Lawes, 25 ans, vient juste d'arriver au Canada. Ex-policier jamaïquain révoqué pour corruption, recherché pour meurtres, il s'offre un 357 magnum et se met à la vente du crack.

⁶ La rafle est effectuée par le Bureau of Alcohol, Tobacco & Firearms (ATF), dans les villes suivantes : New York, Miami, Boston, Philadelphie, Cleveland, Dallas, Denver, Detroit, Kansas City, Los Angeles, Washington DC.

⁷ Californie, Caroline (nord et sud), Connecticut, Dakota (nord & sud) Delaware, Floride, Idaho, Iowa, Minnesota, Montana, Nebraska, New York, Ohio, Rhode Island, Tennessee, Texas, Washington, Wisconsin, Wyoming. Les Posses contrôlent 30 à 35 % du marché du crack à New York et Philadelphie, 70% à Washington DC.

Puis abat, insouciant, façon Kingston, le premier policier qui l'interpelle. Selon un témoin, Lawes contemple l'homme agonisant à ses pieds, puis repart calmement. Arrêté peu après, il tente encore de s'emparer de l'arme d'un policier qui le ceinture.

A Montréal, 4 posses se partagent en 1995 le marché du crack : "Grand Massive" (\pm 60 membres), "Walkey Crew" (\pm 25 membres), "Uptown" (30-40 membres), "Bronx Massive" (20-30 membres). La même année, on signale 6 posses dans l'agglomération de Toronto. Les trois plus importants sont le "Strikers", le "Jungle Massive" et le "Regent's Park posse"; qui ont le monopole local du deal de crack.

- Grande-Bretagne : Octobre 1993, à Clapham, au sud de Londres. Patrick Dunne, "bobby" ordinaire - donc désarmé - arpente Cato road - quand trois yardies le criblent de balles, en plein jour, en pleine rue, sans raison apparente, et continuent paisiblement leur route en riant, arme au poing. Les trois meurtriers n'ont jamais été arrêtés. L'affaire indigné l'opinion publique, mais ne marque pas le début de l'implantation britannique des posses : les premiers assassinats qu'on leur attribue à coup sûr remontent à 1986. L'année suivante Scotland Yard signale pour la première fois les yardies comme une "mafia noire" menaçante, implantée à Birmingham, Bristol, Nottingham, Sheffield - et dans le grand Londres.

Baptisé "operation Lucy", un travail policier pointu est conduit en 1988 sur le narcotrafic des yardies. Il révèle l'existence en Grande-Bretagne de \pm 200 gangsters jamais agissant en bandes; la plupart sont jeunes, clandestins, munis de faux papiers d'identité. Depuis, les informations confirment régulièrement la violence de yardies bien présents sur le marché britannique des stupéfiants.

. 1991 : le crack arrive à Oxford (27 000 étudiants). En mars 1994, la police arrête un yardie, Kenston McIntosh, qui vend, 200 f. le "caillou", pour \pm 110 000 francs de crack par semaine dans la grande ville universitaire anglaise. En 1994, trois autres dealers jamais de crack sont arrêtés à Oxford.

. Mai 93, à Nottingham : 3 yardies attaquent arme au poing une soirée musicale organisée dans un entrepôt désaffecté. Un gangster tire une balle dans le pied d'un des \pm 100 jeunes noirs présents, pour effrayer les autres, dépouillés ensuite de tous leurs objets de valeur. L'un des agresseurs est Rohan Thomas "Colonel Bumpy", immigrant clandestin venant de purger à Kingston 14 ans de prison pour le meurtre d'un policier. La justice de son pays estime qu'il a une bonne dizaine d'autres cadavres sur la conscience...

. Juin 1993, Brixton : Christopher "Tuffy" Bourne, yardie de premier rang est criblé de balles en pleine rue par trois tueurs d'un gang rival.

Aujourd'hui, la police britannique estime à 3-400 le nombre de yardies "tournant" régulièrement entre Kingston, Londres et New York. Ces deux dernières années,

des guerres entre posses ont fait 18 morts de Brixton à Harlesden, leurs fiefs du sud de Londres...

Aujourd'hui, les posses...

Juin 1995, à Kingston : malgré les promesses répressives du gouvernement socialiste, rien n'a vraiment changé. Désormais dans l'opposition, Edward Seaga règne toujours sur Tivoli Gardens. La guerre des gangs a repris dans la capitale jamaïcaine. Elle a fait 7 morts en un seul jour de ce mois-là.

Seule différence avec 1985 : fortune faite, les "dons" (patrons) des posses ne dépendent plus guère des politiciens jamaïcains - désormais désireux de se débarrasser des gros gangsters les plus voyants, les plus compromis, mais ne sachant pas comment. L'histoire du Golem se vérifie une fois encore...

Au même moment, à Washington DC, une série de confrontations armées oppose des policiers à des gangsters Noirs - un policier tué, des blessés sérieux. Les ripostes armées des gunmen sont sauvages, caractéristiques des "Yardies". Dans les ghettos de la capitale, il se dit que les "Posses" sont de retour depuis quelques mois. Et qu'ils ont entrepris, arme au poing, de reconquérir le marché du crack...

Bibliographie

Geoff Small
"Ruthless : the global rise of the Yardies"
Warner Books,
London, UK, 1995

Laurie Gunst
"Born fi' dead, a journey through
the jamaican posse underworld"
Payback Press, Edinburgh, UK, 1995

LE PKK,

"PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN"

- "Il est prouvé que le PKK est désormais parfaitement organisé pour produire, convoier et trafiquer les opiacés et le cannabis dans toute l'Europe. Qui plus est, preuves matérielles et sources de renseignement démontrent que le PKK se livre également au blanchiment de l'argent provenant du narcotrafic... les fonds ainsi récupérés sont ensuite rétrocédés à cette organisation terroriste."

Ministère de la Justice des Etats-Unis
Drug Enforcement Administration
Rapport d'enquête confidentiel du 23 juin 1995, diffusé à tous les bureaux de la DEA en Europe ainsi qu'au Pakistan.

- "L'organisation terroriste PKK produit et trafique de l'héroïne pour financer l'insurrection qu'elle mène contre le gouvernement turc".

Département d'Etat américain
International narcotics control strategy report 02/1996

Dans leur numéro d'octobre 1995,
les Notes & Etudes de l'Institut de Criminologie
ont publié un premier dossier sur le PKK.
On y trouve les aspects géopolitiques
et historiques du problème,
ainsi qu'une chronologie, de 1974 à 1990.

I - Le PKK et l'Allemagne.

Un chapitre qui pourrait aussi s'appeler : quand une guérilla dégénérée tient en otage le plus grand pays d'Europe. Qu'on en juge.

L'Allemagne, "front" prioritaire du PKK

C'est en Allemagne que le PKK a implanté sa centrale ("Front européen"), sous le nom de "ERNK - représentation en Europe"; d'abord légale puis, depuis sa dissolution en novembre 1993, clandestine. Selon le ministre allemand de l'Intérieur, le PKK comptait en 1987 un millier de militants actifs en RFA. Ainsi que de nombreuses structures satellites : ERNK, syndicat des travailleurs patriotes kurdes, associations de jeunes, de femmes etc. - sans oublier un redoutable service "sécurité - contrôle - renseignement". Il disposait alors de bureaux à Cologne, sa "capitale", ainsi qu'à Mayence, Offenbourg, Russelheim, Oldenburg, Dortmund etc.⁸. Dès cette époque, ce pays était divisé en 5 régions, puis en 17 districts, enfin en quartiers ayant tous un responsable désigné. Aujourd'hui les activistes du PKK seraient plus de 7500 en Allemagne, pour un vivier de sympathisants actifs estimé à ± 50 000 personnes, soit un peu plus de 10% de la communauté kurde. Selon un rapport du service de sécurité intérieur de la République fédérale (Office de protection de la constitution), publié en août 1995, le racket sous toutes ses formes aurait rapporté ± 105 millions de Francs) au PKK en 1994.

Narco trafic du PKK en Allemagne

Profitant d'une législation spécialement souple sur la délinquance des mineurs, les narcos venus de Turquie utilisent comme "dealers de rue" des enfants de 11 à 13 ans, souvent originaires de Bingöl, qui vendent 250 Deutschemarks des sachets de 5 grammes d'héroïne largement coupée, conservant 50 DM. pour eux; ce qui leur permet d'envoyer chaque mois plus de 2000 DM à leur famille, en Turquie. Dès 1988, le Dr. Harald Korner, procureur de Francfort, déclare : "Nous constatons que des individus prétendant mener une guerre de libération contre la Turquie sont impliqués dans le trafic de l'héroïne, non par intérêt personnel, mais au profit de leur cause". En novembre 1990, Cengiz B., militant connu du PKK est arrêté à la frontière germano-néerlandaise (Arnheim) en possession de 48 kilos d'héroïne. En juillet 1991, Vahiddin KA... est arrêté à Cologne en possession de 2,5 kilos d'héroïne. Ce guérillero du PKK (depuis 1987) est connu pour avoir participé, de mai à septembre 1990, au "Kurdistan turc", à toute une série d'attentats par explosif et au meurtre de deux policiers dans leur commissariat. En octobre 1993, à Recklinghausen, la police démantèle un réseau de narco trafiquants, en possession d'1,6 k. d'héroïne. parmi ceux-ci, Ibrahim CI..., militant connu du PKK; Mehmet

⁸ En Europe, le PKK se dissimule derrière un transparent "Comité du Kurdistan" disposant de bureaux à Paris (dissous en novembre 1993), Bruxelles, Belgique; Bâle, Suisse; Londres, Grande-Bretagne; Cologne, Allemagne (dissous en novembre 1993), Vienne, Autriche; Copenhague, Danemark; Athènes, Grèce; La Haye, Pays-Bas; Madrid, Espagne; Nicosie, Chypre.

Cilik KI... militant du PKK interpellé en décembre 1991 à Bingöl, Turquie; İsmail HA... blessé en mai 1985 lors d'une action armée du PKK, non loin de la ville de Silopi.

En octobre 1992, Hans Ulrich Klose, chef du groupe parlementaire socialiste (SPD) déclare à un journal turc : "Pour le SPD, le PKK est une organisation terroriste... Nous savons qu'ils extorquent de l'argent aux turcs [vivant en Allemagne, ndt] et qu'ils se livrent au trafic de stupéfiants. Nous en avons la preuve."

Du 25 octobre au 4 décembre 1993, la police de Stuttgart lance une grande opération "anti-deal" d'héroïne et interpelle 76 turcs, dont 13 sont connus des services de police pour militer au PKK en Allemagne même. Parmi eux : Fevzi TU..., Cengiz SA..., ont participé à des actions armées au "Kurdistan turc", Abdulhalik KA..., Sedat KI..., Ekrem BE... et Sami KA... , également militants connus du PKK ont fait partie de réseaux logistiques de ce mouvement en Turquie. En mai 1994, à Cologne, la police arrête ± 20 kurdes "membres d'un réseau de 3 familles qui couvrait toute l'Allemagne et reversait une partie de ses bénéfices au PKK". Ce réseau avait écoulé 40 kilos d'héroïne depuis l'été 1993.

Mai 95 : arrestation en Allemagne de Semdin K., Akim S. et Sah Bilal S. porteurs de 21, 5 kilos d'héroïne. Ces 3 kurdes de Turquie avaient déjà été interpellés pour activisme-PKK.

L'Allemagne prise en otage

26 nov. 1993 : Manfred Kanther, ministre fédéral de l'Intérieur, annonce la dissolution d'un PKK qu'il qualifie d' "organisation fanatique d'obédience communiste". Résultat : néant. La dissolution platonique et les condamnations verbales font au PKK l'effet d'un cataplasme sur une jambe de bois :

. Octobre 1994, Brème : poignardé et sauvagement battu à coups de triques par ses ex-camarades, Fuat Karaarslan, dissident du PKK, survit par miracle.

. Juillet-août 1995, dans toute l'Allemagne : début d'une vague d'attentats, des incendies volontaires le plus souvent, visant des locaux associatifs, commerces, mosquées, restaurants turcs. Il y en a cette année-là 231.

. Novembre 1995 : manifestations violentes du PKK dans les villes d'Essen, Cologne, Ulm.

. Mars 1996 : manifestations-émeutes du PKK à Bonn et à Dortmund. autoroutes bloquées, police dépassée, 400 blessés, dont 40 policiers, 1200 interpellations.

. Avril 1996 : la presse allemande révèle que le ministre fédéral des Affaires étrangères, Klaus Kinkel et le pilote allemand de formule 1 Michael Schumacher ont reçu des menaces de mort du PKK.

Que font les autorités allemandes ? Dans une conférence de presse qu'il donne le 18 mars, le chancelier Kohl, bien embarrassé semble-t-il dit "le moment est venu de montrer que notre déclaration selon laquelle "nous ne tolérerons plus un seul acte de terrorisme du PKK en Allemagne" est autre chose que des mots creux". Et le procureur général fédéral révèle l'existence, depuis 1990, d'un mandat d'arrêt international visant Abdallah Ocalan.

Lequel Abdallah Ocalan semble se moquer délibérément des timides remontrances allemandes. Depuis décembre 1995, il mène au contraire une escalade verbale visant explicitement ce pays :

"Si l'Allemagne nous menace, nous agissons contre ses intérêts. Pas en Allemagne, mais en Turquie, peut-être. Là, je peux frapper le tourisme, mais pas seulement. Il y a d'autres cibles, politiques par exemple" (Focus, 20/12/95)

"Si demain, les cercueils de 50 touristes allemands reviennent en Allemagne, il ne faudra pas vous en étonner". (MED-TV, 28/1/96)

"Jusqu'à maintenant, nos combattants menaient une guérilla militaire dans les montagnes. Désormais, nous allons former des guérilleros-suicide... Ce non seulement dans les montagnes, mais aussi dans les villes ennemies". (MED-TV, 20/3/96)

"Si nécessaire, nous lancerons des commandos-suicide dans des secteurs sensibles. Des milliers [de kurdes, ndt] sont prêts... Sur mon ordre, des charges de dynamite exploseront dans toute l'Allemagne". (Die Zeit, 4/4/96)

Réaction des autorités allemandes à cette véritable déclaration de guerre : "ces propos sont inadmissibles"...

A la mi-mai, revirement total d'Ocalan qui déclare avec une égale ferveur à quel point l'Allemagne est un pays merveilleux, la seconde patrie des kurdes, en fait. Eberluées, les autorités de Bonn découvrent la difficulté qu'il y a de dialoguer avec une secte quasi-autiste, dirigée sans partage ni contrôle par un Staline kurde - de surcroît, paranoïaque grave. Qualificatif que nous n'employons pas dans un sens polémique, mais pleinement médical. Preuve : des extraits de déclarations d'Abdallah Ocalan à la télévision MED-TV, acquise au PKK et sur les ondes de laquelle toute manipulation des propos du chef est impensable. "L'Etat turc lui-même organise les attentats visant les gardes de villages" (MED-TV, 25/2/96). "Le chancelier Kohl est un agent américain... Tansu Ciller est une marionnette des généraux turcs... Les chefs kurdes du nord de l'Irak sont des agents turcs... Olof Palme, le président turc Turgut Ozal, l'industriel turc Özdemir Sabanci ont été assassinés par des unités noires de l'armée turque...⁹ Les attentats, ainsi que le

⁹ le premier ministre suédois Olof Palme est assassiné par un inconnu en février 1986, dans une rue de Stockholm Le président Ozal est mort d'une forte crise cardiaque en avril 1993.

trafic de drogue, imputés au PKK en Allemagne sont l'œuvre des services spéciaux turcs" etc. (MED-TV 28/1/96)

Mais s'il voit des complots partout, Ocalan n'est pas stupide pour autant. Il sait que sa position en Allemagne est forte : une bonne partie de l'opinion publique du pays tient le PKK pour le représentant légitime et le porte-parole des kurdes turcs. Et que l'extradition de militants du PKK vers la Turquie, menace brandie par les autorités fédérales, est à peu près impossible. Ces dernières s'empresseraient de faire machine arrière à la première grève de la faim un peu grave - pour ne pas même parler d'une immolation par le feu ou d'un attentat suicide - et les länder fournissent aux dissidents de tout poil des ressources légales à peu près infinies pour échapper à l'autorité fédérale...

II - Ce qu'est le PKK

Le PKK trouve son origine dans la vague maoïste qui déferle sur la Turquie, comme sur le reste de l'Europe, vers la fin des années 60. Dès les années 70, les jeunes "maos" turcs adhèrent, soit à des organisations communistes combattantes comme la "Gauche révolutionnaire" (Dev. Sol) ¹⁰, soit à d'autres groupes marxistes-léninistes, mais favorisant la revendication nationale kurde. Les fondateurs du PKK - Partiya Karkaren Kurdistan - Parti des Travailleurs du Kurdistan sont issus de ce courant. Méthodes sanglantes, léninisme grossier teinté de nationalisme, culte du leader, férocité aussi bien interne qu'extérieure à l'organisation, base paysanne, guérilla rurale : le PKK ressemble fort au Sentier Lumineux de Gonzalo Abimaël Guzman.

Dès l'origine à la tête du PKK, Abdallah Ocalan "Apo". Son objectif : créer le parti marxiste-léniniste-maoïste des Kurdes de Turquie, débarrasser le peuple kurde de son système tribal traditionnel et fonder enfin un Etat Kurde communiste indépendant; en Turquie mais aussi en Irak, en Iran, en Syrie.

Les militants du PKK (hors émigration) sont le plus souvent jeunes (18/25 ans) peu ou pas éduqués : bergers, ouvriers, travailleurs agricoles, chômeurs. "Recrutés" souvent de gré, parfois de force, ces jeunes sont emmenés au Liban, via la Syrie, ou dans la zone hors contrôle au nord de l'Irak, puis formés à la guérilla dans les camps du Parti. D'autres bases "militaires" du PKK ont récemment été repérés en Iran (5, non loin de la frontière turque) et, encore, aux limites de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

L'industriel Özdemir Sabanci est assassiné par le DHKP-C, successeur de Dev. Sol, début janvier 96.

¹⁰ La plupart des dirigeants des OCC turques des années 70 sont d'ailleurs kurdes eux mêmes : Deniz Gezmiş (THKP-C), Mahir Cayan (THKO), Ibrahim Kaypakkaya (TKP-ML/TIKKO), par exemple.

En amont, le PKK s'est doté en 1984 d'un Front de Libération Nationale (Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan / ERNK). Présidé lui aussi par A. Ocalan, L'ERNK a sa base principale à Athènes, où réside son porte-parole officiel. Au-delà du PKK, il est censé regrouper des associations "patriotiques" en Europe, en Iran et en Syrie. Mais en réalité, l'ERNK n'a pas mordu sur la clientèle des autres mouvements kurdes. En aval du Parti, l' "Armée Populaire de Libération du Kurdistan", ARGK, mène la lutte armée. Armée Populaire de Libération" : on ressent bien ici l'influence maoïste.

Bras armé du PKK et guérilla en Turquie

Selon des experts régionaux crédibles, l' "Armée Populaire de Libération du Kurdistan" compte début 1996 ± 7000 guérilleros, inégalement armés, répartis entre le sud-est anatolien (± 3000) et diverses bases au Liban, en Syrie, en Irak, en Iran et désormais au Caucase, aux confins de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan (± 4000). A l'origine (1980-84) le bras armé du PKK se réduit à ± 500 hommes dotés d'un armement léger - et hétéroclite - basés en Syrie et au Liban. Mais depuis, l'ARGK s'est considérablement renforcée. Ainsi, selon des sources fiables, l' "Académie militaire Mahsum Korkmaz" de Helwé (Liban, désormais fermée) entraînait-elle chaque trimestre de 3 à 400 "recrues" du PKK en 1992.

Partis des bases extérieures de l'ARGK, des commandos de quelques dizaines de guérilleros s'infiltrèrent, parfois de plus de 300 kilomètres, dans les zones isolées du sud-est anatolien. Installée dans un secteur montagneux d'accès difficile, l'unité de guérilla approche les paysans des villages proches et - de gré ou de force - s'assure leur appui. Partant de là, les guérilleros attaquent des patrouilles, des objectifs économiques, etc. L'instabilité instaurée, la situation se radicalise et le PKK exploite les réactions des militaires ou des policiers :

- Psychologiquement, en tentant de faire basculer les populations montagnardes, prises entre l'arbre et l'écorce, dans le camp de la guérilla,
- Pour sa propagande extérieure en présentant, notamment en Europe occidentale, tous les dommages de guerre subis par les populations civiles - y compris les exactions de la guérilla elle-même - comme des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par les militaires, policiers et gendarmes turcs.

Représentativité du PKK en Turquie

De l'avis général, les élections législatives turques de décembre dernier ont été transparentes et démocratiques. Elles ont notamment permis de vérifier la représentativité de HADEP, parti proche du PKK qui se présentait en coalition avec divers petits mouvements gauchistes turcs. Au niveau national, cette alliance a obtenu 4,17% des suffrages. Etant sous le seuil de 10% des voix, elle n'a eu aucun élu. Dans le sud-est de l'Anatolie, HADEP a obtenu 46,7% des suffrages dans la province de Diyarbakir, 54,3% dans celle de Hakkari; ± 20% dans celles de Siirt, Mardin et Van. Au total, 27, 5% des voix dans les provinces soumises à l'état d'exception.

Mais si ± 7 millions de Kurdes de Turquie ont voté dans le sud-est anatolien, ils ne sont que ± 1 170 699 à s'être exprimés en faveur de HADEP. Plus grosse déception encore dans les grandes villes turques, où vit une émigration kurde importante. Ainsi à Istanbul, où résident ± 1 million de Kurdes, HADEP n'a recueilli que 180 000 suffrages.

Au total, là où les populations kurdes ne sont pas soumises aux pressions "militaires" de la guérilla, le PKK représente donc un courant politique largement minoritaire dans la population kurde elle-même.

Le PKK en Europe occidentale

Depuis sa fondation, le PKK vise deux objectifs, pour lui d'égale importance : enraciner la lutte armée dans le sud-est anatolien, et s'implanter en Europe occidentale. En 1984, la reprise de la guérilla au "Kurdistan turc" s'accompagne d'une violente offensive du PKK en Europe - y compris sur le front intérieur. Le PKK entame alors une impitoyable reprise en main, intimidant ou éliminant les "collabos" de la Turquie et ses propres transfuges. De ce fait, dès 1984, 18 militants du PKK sont expulsés d'une Suède pourtant généreuse en matière d'asile politique. Entre la Suède, la Suisse, la RFA, le Danemark et la France, assassinats et incendies font une vingtaine de morts entre 1985 et 87¹¹. Objectif de la manœuvre : contrôler dans toute l'Europe les 6 à 700 000 émigrés et réfugiés kurdes de Turquie, dont près de 500 000 en Allemagne.

Au nord de l'Europe, le PKK est présent :

. En France (où il y aurait, selon les sources, de 60 à 100 000 Kurdes ressortissants turcs). En février 1990, plus de cent cinquante militants du PKK se heurtent aux forces de l'ordre, devant le Grand Palais de Paris, alors que le président Mitterrand inaugurerait l'exposition "Soliman le magnifique" en compagnie de Turgut Özal, son homologue turc. Depuis, des manifestations du PKK se produisent à peu près tous les mois à Paris. Dissoutes fin novembre 1993, les associations servant de paravent au PKK, Comité du Kurdistan et Yek-Kom, se sont reconstituées sous les noms de : Centre d'information du Kurdistan, Association culturelle des travailleurs kurdes en France et Comité national de solidarité avec le peuple kurde. Il y aurait aujourd'hui un millier d'activistes du PKK en France, et ± 5000 sympathisants actifs. En avril 1995, lors d'un procès de racketteurs du PKK, la présidente du tribunal qualifie l'activité du PKK de terroriste "car [son] action de lutte armée en Turquie s'accompagne délibérément d'actes de violence contre les personnes et les biens à l'étranger, notamment en France".

. En Grande-Bretagne. A Londres, le PKK dispose de 7 à 800 militants et sympathisants actifs. Une note confidentielle du National Criminal Intelligence Service britannique (datée de février 1994) précise que le racket sur la communauté kurde de Grande-Bretagne a rapporté en 1993 ± 20 millions de francs au PKK.

. En Suède, où les Kurdes sont ± 10 000¹².

¹¹ Les "sentences" sont rendues par le "Tribunal populaire révolutionnaire" du PKK et exécutées par un "Groupe des opérations spéciales". Le dernier de ces meurtres avérés remonte à 1993 en Allemagne et à 1991, en France. Le PKK pratique également la séquestration et la torture.

¹² Pourtant tolérante à l'extrême envers tout "Mouvement de Libération" du Tiers-monde, la Suède a qualifié dès 1984 le PKK de "groupe terroriste" et interdit A. Ocalan de séjour.

. En Belgique. Ce pays, où le PKK n'est pas dissous, est considéré par les experts comme sa plaque tournante en Europe. En février 96, des militants du PKK ont manifesté à Bruxelles, devant le parlement européen¹³.

. En Suisse, pays où le PKK expérimente depuis peu la "méthode allemande". En novembre 1995, un commando de ± 150 de ses militants armés de triques et d'armes de poing attaque un banquet, ± 700 personnes, d'une association d'amitié helvético-turque, dans un village proche de Zürich. 7 blessés sérieux, intervention de la police, etc. En février 1996, la presse helvétique a signalé l'implantation d'un "centre d'entraînement sportif" du PKK dans la bourgade de Mont-Soleil.

. Il existe encore des communautés kurdes non négligeables aux Pays-Bas (± 40 000) et au Danemark (où l'ERNK a un bureau).

. Au sud de l'Europe, le PKK est présent en Italie,

. Hostilité à la Turquie oblige, il est persona grata en Grèce¹⁴ et dans la partie Hellénique de Chypre.

C'est enfin en Europe occidentale qu'au début de 1995 le PKK a commencé de réunir son "parlement du Kurdistan en exil" itinérant. Fin février, la "commission préparatoire" à la première session du "parlement" s'est réunie à Bruxelles, en présence de députés du DEP. La première session elle-même s'est tenue à La Haye, Pays-Bas, au mois d'avril 95. Etaient présents les 65 "députés", "élus par des Kurdes de la diaspora", selon le porte-parole du "parlement", Yasar Kaya. Parmi les "députés" 12 membres de l'ERNK - les autres n'étant semble-t-il que des comparses du PKK.

Dans le monde occidental, mais hors d'Europe, le PKK contrôle aux Etats-Unis le bureau AKIN "American-Kurdish Information Network".

Le PKK dans les Balkans

Profitant du "décloisonnement" à l'Est, le PKK s'implante désormais activement en Bulgarie, en Roumanie et en Ukraine - pays bordant tous la Mer Noire, donc proches de la Turquie.

En Roumanie, où vivent ± 60 000 kurdes, le PKK est implanté dans le grand port de Constanta. En septembre 1995, à Istanbul, Stancu DRA..., citoyen roumain, est

¹³ En Belgique, le PKK est allié à un petit mouvement d'extrême-gauche, le Parti du Travail de Belgique. Il est implanté dans la communauté des mineurs kurdes du Limbourg, à Verviers et Liège, ainsi qu'à Bruxelles, l'un des pôles de la ligne de chemin de fer Cologne-Bruxelles, très fréquentée par les émigrés kurdes en Europe.

¹⁴ Athènes, juin 1990, "Hamit", l'un des dirigeants de l'ERNK participant à la "Conférence des partis socialistes d'Europe et de la Méditerranée", "remercie la Grèce pour son aide" et demande une rallonge à la subvention annuelle de 10 millions de dollars qu'elle accorde au PKK. A la tribune, Mihailis Kharalambidis, du comité central du Pasok.

interpellé en compagnie de 7 Kurdes, Habip C., Hassan Y., Cemalettin D., Resul Y., Mehmet Emin H., Maruf A. et Fahmi A. alors qu'ils échangent 2 kilos d'héroïne contre des armes de poing, des détonateurs et des grenades. Trois des kurdes sont connus comme militants du PKK, proches du représentant du PKK en Roumanie, Murat DE... Une filière d'échange héroïne contre armes entre la Turquie et la Roumanie est ainsi démantelée.

En Bulgarie, des militants du PKK menacent l'ambassadeur d'Irak pendant l'offensive turque de mars-avril 95, considérant Saddam Hussein comme "le complice passif de l'armée d'Ankara" dans cette affaire. Plusieurs militants du PKK ont été impliqués dans des affaires de racket sur d'autres Kurdes vivant dans ce pays, ou le PKK a ouvert un "centre culturel kurde" en novembre 1995. Et où il peut compter sur l'amitié de certains députés du Parti socialiste bulgare (ex- PCB)

Le PKK dans l'ex-URSS

Dans l'ex-URSS, où vivaient ± 155 000 kurdes en 1991, se fonde en novembre 1994 une "Confédération des Kurdes de la CEI", favorable à la "lutte de libération nationale kurde" et proche du PKK. Son siège est à Moscou (où vivent 10 000 Kurdes) et elle publie le bulletin "Kurdish report". Son président, Iouri Nabiyeu, prône qu'il revient aux Russes et aux Kurdes coalisés d'empêcher l'expansion turque en Asie Centrale. "Nous ne considérons pas les dirigeants et militants du PKK comme des terroristes, déclare Nabiyeu (nov. 94) et nous continuerons à entretenir des liens étroits avec eux".

En février 1995, le PKK ouvre un "centre culturel Kurde" à Moscou, exhortant sur le champ le président Yeltsine à jouer le rôle d'intermédiaire (?) entre Turcs et Kurdes de Turquie. Fin octobre 1995, le "parlement kurde en exil" s'est réuni à Moscou, au siège du parlement, à l'invitation d'un de des groupes parlementaires russes.

Les Kurdes de la CEI sont très proches des Arméniens. Dès l'été 1992, des responsables kurdes de l'ex-URSS, ainsi que la section allemande du PKK, créent à Krasnodar "Action Arménie", association d'aide à ce pays, mais devant aussi faciliter l'implantation du PKK à Erevan, et lui donner ainsi une nouvelle base d'attaque de la Turquie orientale.

Le PKK est aussi implanté au Kazakhstan, à Almaty et dans sa périphérie. Séquelle des déportations staliniennes, de 150 à 200 000 Kurdes vivent dans l'ex-république soviétique. Des "missionnaires" du PKK sont arrivés au Kazakhstan à la fin de 1992 et ont recruté des adhérents dans la population Kurde locale. Depuis, le PKK propose ses publications à Almaty et rackette les commerçants kurdes du marché des fruits et légumes de la capitale kazakhe. Des équipes du PKK ont également mis la main sur le marché local des voitures d'occasion, les véhicules étant "importés" d'Europe ou du Moyen-Orient et revendus sur place.

Activités du PKK au Caucase

Les kurdes sont présents en Transcaucasie depuis la fin du XVIIIème siècle. Nomades, ils parcourent alors ce qui sera l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux. Les communautés chrétiennes (arménienne, géorgienne) ont favorisé l'implantation sur leurs terres des Kurdes yézidis (qualifiés d' "adorateurs du Diable" par les musulmans¹⁵), tandis que les Azéris hébergeaient plutôt les Kurdes musulmans, sunnites ou chi'ites. En Juillet 1994 encore, l'Arménie refoulait hors de ses frontières des tribus musulmanes kurdes, considérées comme une potentielle "cinquième colonne" azérie.

Il y a aujourd'hui ± 45 000 Kurdes en Arménie, notamment dans le voisinage du bourg de Shamiram, à une heure de route d'Erevan - ville où le PKK dispose d'un bureau.

Second lieu de contact entre Arméniens et Kurdes : le Liban. Ces contacts s'officialisent en 1984 à Bar-Elias, quand Abdallah Ocalan rencontre le patriarche libanais de l'Eglise grégorienne (orthodoxe) arménienne, dont le patriarcat général est sis à Etchmiayzin, non loin d'Erevan, en Arménie. La photo de ce conciliabule fait la "une" des quotidiens turcs, le 24 mai 1994. Or les liens de l'Eglise grégorienne avec le Dachnak ¹⁶ sont très étroits dans la diaspora arménienne. La rencontre entre le patriarche et A. Ocalan suggère donc une alliance implicite Dachnak-PKK.

Le PKK est également implanté en Azerbaïdjan (Bakou) et en Géorgie; ses militants ont manifesté à Tbilissi en mars 1996, avec, à leur tête, un député géorgien d'origine kurde.

Une nouvelle "zone hors-contrôle"

Partant de là, il semble se créer entre des éléments corrompus et activistes de certains groupes politico-militaires arméniens et le PKK, une nouvelle scène à la fois criminelle et terroriste - ce dans l'indifférence de l'Europe occidentale. Alors que ce "milieu" criminel et terroriste évolue à l'exact débouché de toutes les contrebandes d'armes, florissantes dans l'ex-URSS grâce au pillage des arsenaux de l'ex-armée soviétique. Et qu'il s'appuie sur des éléments, certes très minoritaires mais peu recommandables, de la diaspora arménienne, l'une des plus nombreuses

¹⁵ Les "Yézidis" sont une secte gnostique et dualiste mal connue; ses membres (100 à 300 000) sont tous kurdes. Eux-mêmes se nomment "Dawasin"; "yézidi" étant une injure dans le vocabulaire chi'ite duodécimain (le calife Omeyyade Yézid fait mettre à mort l'imam Hussein, à Kerbala, le 10 octobre 680). Les "Dawasin" vénèrent le tombeau du cheikh Adi ibn Musafir (prêcheur ismaélien ou nestorien) sis au nord de l'Irak, près de Mossoul. Ils adorent et redoutent un ange maléfique en forme de paon et abominent... la salade (mauvais souvenir des manichéens végétariens ?).

¹⁶ la "Fédération révolutionnaire arménienne", Dachnaksoutioun ou Dachnak, mouvement de défense et de souveraineté arménien, se crée en 1890, quand la situation se dégrade sérieusement dans l'empire Ottoman. Dès le XVIIIème siècle, l'archevêque arménien d'Etchmiayzin se déclarait le chef spirituel de tous les arméniens de l'empire Ottoman.

du monde. Ce bouillon de culture criminel a pour base territoriale la "République kurde de Lachin", enclave concédée par les Arméniens à leurs alliés Kurdes, dans le corridor conquis par l'armée arménienne entre la frontière de l'Arménie et le Nagorno-Karabagh. Là, dans les années 20, les Kurdes possédaient un district autonome - avant Staline et sa "politique des nationalités". Cette "République de Lachin" a un président, Mustafa Vékili, un chef militaire (Kurde d'Arménie) Ihsan Aslan... Et une politique de soutien au PKK avérée.

En Arménie, maintenant : le 28 décembre 1994, le président Levon Ter-Petrossian interdit (pour un semestre) le Dachnak et tous ses satellites, fait occuper leurs locaux par la force publique et séquestrer leurs biens. Motif : au sein de ce parti, un département secret connu sous le nom de "Dro", opérant en Arménie (depuis 1992) et dans la diaspora, se livrait au terrorisme, au trafic d'armes et de stupéfiants, au racket et à l'espionnage du gouvernement arménien. Fort d'une cinquantaine d'agents, ce "Dro" était ignoré de la plupart des membres du Dachnak et opérait clandestinement à partir d'Erevan, de Moscou ... et du Liban ¹⁷. Son rôle consistait notamment à nouer des contacts avec des groupes hostiles à la Turquie - comme le PKK. En mai 1994 enfin, les forces de sécurité d'Erevan arrêtent 7 Kurdes et 3 Arméniens qui passaient la frontière arméno-turque avec une cargaison d'armes et de munitions. L'affaire entraîne la riposte usuelle du PKK : une grève de la faim de kurdes d'Erevan. L'instruction de cette affaire est en cours depuis l'été 1995.

Le PKK dans la zone grise du nord de l'Irak et alentours

Au printemps 1996, le PKK dispose de ± 3000 guérilléros au nord de l'Irak, dans la zone de Habur et Khwakurk. Son fief est le camp de réfugiés d'Atroush, où vivent ± 14 000 familles kurdes, pour la plupart originaires du sud-est de l'Anatolie. En Syrie, le PKK est implanté à Alep, ainsi que dans les villes frontières jouxtant la Turquie, Afrin, Ras-el-Ayn, etc.

III - PKK et narcotrafic

"Le PKK a réussi à s'emparer de parts importantes du marché [de l'héroïne]...Les kurdes contrôlent désormais nombre de laboratoires et de routes. Les kurdes, comme les autres mouvements activistes qui se financent avec le trafic de la drogue, ont trouvé le filon."

Pascal Auchlin & Alain Maillard
L'Hebdo, Lausanne, avril 1996

¹⁷ Un premier procès de 11 membres du Dro, inculpées de "banditisme, meurtres, meurtres avec préméditation, crime organisé par plusieurs personnes, avec circonstances aggravantes, trafic de drogue, possession illégale d'armes et usage de faux documents", devrait se tenir à Erevan durant l'été 1995. Voir sur l'affaire Dro "Armenian Life Weekly", Los Angeles, 10/3/95, "Gamk", quotidien, Paris, mai-juin 1995 et le discours du président arménien Levon Ter-Petrossian devant le parlement d'Arménie le 18 mai 1995.

L'accusation est grave. Et les chefs du PKK eux-mêmes nient l'accusation de narcotrafic avec la dernière énergie, n'hésitant pas devant l'intimidation violente (occupations, déprédations, menaces physiques, etc.) pour interdire aux médias européens d'aborder ce sujet. Fuyons donc les affirmations non fondées, non vérifiées et non recoupées. Et procédons par étapes. Nous établirons d'abord qu'il y a bien un trafic massif vers l'Europe de stupéfiants du "Croissant d'Or", via la Turquie, les Balkans et l'ex-Bloc de l'est. Que ce trafic implique de nombreux ressortissants turcs, très souvent originaires du sud-est de l'Anatolie, ou "Kurdistan turc". Ensuite, que des sources impartiales (Interpol, National Criminal Intelligence Service (NCIS) britannique, polices d'Etats de l'Union Européenne) signalent que ces trafiquants opèrent en majorité au profit d'entités révolutionnaires ou séparatistes turco-kurdes - la plupart de ces "dealers-militants" étant liés au PKK. Nous démontrerons enfin que si l'affirmation "Le PKK se livre au narcotrafic" est simpliste, il existe en la matière une complicité indéniable, durable et mutuellement profitable entre le parti d'Abdallah Ocalan et des clans criminels kurdes comparables aux "familles" mafieuses siciliennes. Et qu'entre ces clans et le PKK, les liens biologiques, politiques et crapuleux sont si étroits qu'il est vain de vouloir les distinguer.

Méthodologie et chiffrage

Selon Interpol, le trafic d'héroïne pratiqué d'Asie en Europe, via la Turquie et par le truchement de ressortissants turcs est tout à fait majeur : en 1994, Europe ouest et est confondues, 10,23 tonnes d'héroïne ont été saisies. Là-dessus, la filière turque représente 4,72 tonnes :

. en Europe, 672 turcs sont interpellés, porteurs de 2,55 t. d'héroïne,

. En Turquie même, 935 turcs sont arrêtés, porteurs de 2,17 t. d'héroïne destinée à l'Europe.

Soit au total, 4,72 t. d'héroïne sur un total de 10,23 t., c'est à dire ± 46% de l'héroïne saisie dans les 45 nations d'Europe désormais adhérentes d'Interpol.

Pour 1995 : en Turquie, 1235 trafiquants arrêtés, porteurs de 3,45 t. d'héroïne. Pour l'Europe, interpellation de 550 turcs, porteurs de 2,35 t. d'héroïne.

Soit au total pour la filière turque, 5,8 t. d'héroïne saisies en 1995.

Europe occidentale 1995 : implication de turcs dans le trafic d'héroïne :

Pays	R ressortissants turcs	Kilos d'héroïne saisis
Allemagne	341	628
France	40	41
Belgique	15	29
Pays-Bas	19	37

Grande-Bretagne	25	611
Espagne	19	160
Autriche	15	4
Italie	7	123

Pour ce qui est du trafic d'héroïne pratiqué par le PKK :

. Il se fait à partir de contacts, eux aussi "politico-criminels", entretenus par les séparatistes kurdes avec des clans chi'ites de la vallée libanaise de la Bekaa, ou avec des tribus insurgées du Baloutchistan (iranien ou pakistanais). Les éléments du PKK implantés en Iran jouant dans l'affaire un rôle central,

. Vers la Syrie et le Liban, ce trafic prend la forme d'un troc triangulaire, où des véhicules de luxe sont volés en Europe (surtout en Allemagne) et échangés au Proche-Orient contre de l'héroïne; elle-même changée en espèces ou en armes, selon les besoins. En juillet 1992, la police Allemande recueille ainsi les aveux de Nurettin SE..., qui décrit le fonctionnement d'un tel réseau, amenant d'autres arrestations aux Pays-Bas et en Turquie. Un trafic analogue impliquant le PKK se produit aussi aux confins de la Turquie, du Nakhitchevan (enclave azérie) et de l'Iran.

. En Turquie même - sans doute par prudence - le trafic de stupéfiants, la gestion de laboratoires de production d'héroïne ou le transport de produits "précurseurs" comme l'anhydride acétique, implique plus souvent les réseaux logistiques du PKK (planques, assistances aux blessés, approvisionnement, recueil de l'"impôt révolutionnaire", etc.) que les guérilleros directement engagés dans la lutte armée.

Le narcotrafic du PKK en Europe

France : le 17 mars 1994, l'Office central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, l'OCTRIS, publie une note intitulée "L'interpellation par la 4ème division de police judiciaire de trois ressortissants turcs membres d'un réseau de trafiquants de stupéfiants - Saisie de 3 kilos d'héroïne". La veille, à Saint-Ouen (93) et à Paris, 11ème et 18ème, ont été interpellés CA... Musa, né en 1956 à Akcaday, Turquie, réfugié politique, SE... Mehmet, né en 1963 à Bingöl, Turquie, tous deux sans profession et TA... Orhan, né en 1963, réfugié politique, sans profession. Ce dernier est porteur de 3 paquets d'1 kilo d'héroïne, livré par les deux autres récemment arrivés de Metz. La note souligne que : "TA... est connu des Renseignements Généraux comme collecteur de fonds du Parti des Travailleurs Kurdes (PKK) et qu'il est soupçonné de se livrer au trafic des stupéfiants pour alimenter les caisses de ce mouvement". Voilà un typique "sommet de l'iceberg" : pourquoi ne pas effectuer, sur un an par exemple, le relevé systématique des réfugiés politiques en France interpellés en possession de narcotiques, avec, quand on la connaît, leur appartenance partisane - et le publier ?

De 1990 à 1995, 82 citoyens Turcs ont été interpellés en France, en possession à la fois d'armes à feu et de quantités significatives d'héroïne. Pour 21 d'entre eux, plus d'un kilo de cette drogue. Origine de l'héroïne : Croissant d'Or : 35 cas; Liban : 8 cas; origines diverses (inconnue, Triangle d'Or, etc.) : 39 cas. •

Dès 1985, Omer OZ... était interpellé à Paris pour "infraction à la législation sur les stupéfiants". En janvier 1990, le SRPJ de Versailles arrêtait pour le même motif Gengiz KA..., Emirsak YI..., Adem et Unal BA... En juillet 1990, Mehmet US.. est intercepté à Annemasse, Haute-Savoie, toujours pour narcotraffic. Tous sont des militants connus du PKK.

Le cas exemplaire de Hussein AY...

En janvier 1991, la PJ de Nice interpelle à Antibes le ressortissant Turc Hussein AY..., né en janvier 1936, porteur de 2,5 kilos d'héroïne. Son arrestation amène celle d'Adnan IN..., un collecteur de fonds du PKK à Marseille, et de Bahi CE... et Ercan CA... ceux-ci déjà arrêtés en août 1989 à Milan en possession de 10 kilos d'héroïne. Hussein AY... lui, a longtemps travaillé pour le "parrain" Turc Behcet Canturk. Il a déjà été interpellé pour trafic de stupéfiants en Allemagne (1970 et 73), mais juste renvoyé en Turquie. Installé en Autriche sous une fausse identité, il y écope en 1977 à 5 ans de réclusion pour narcotraffic. Expulsé en Turquie en 1982, il s'en enfuit car poursuivi pour homicide volontaire - un acte "politique" selon Hussein AY... En 1988, AY... se fixe en France sous la fausse identité de Yahya OB... Cette année là, son fils Timudin est menacé par des narcotrafiquants liés aux "Loups Gris" [extrémistes nationalistes Turcs] quand le PKK, ennemi juré de ces derniers, sauve la vie de son héritier. Hussein AY.. met alors ses talents au service du PKK. Selon ses dires, il introduit ± 300 kilos d'héroïne de Turquie en Europe occidentale, entre 1989 et 1991, d'abord avec son complice Mustafa KA... lui même interpellé à Brescia en 1990 avec 10 kilos d'héroïne et condamné à 15 ans de réclusion.

Note de la Police Judiciaire, Nice, le 10/6/1994 •

Belgique et Pays-Bas : En mai 1988, aux Pays-Bas, Alil HA..., considéré comme militant du PKK est arrêté en possession de 72 kilos d'héroïne. En juillet 1989, Yilmaz S. et Ahmet Y, militants connus du PKK, sont interpellés en Belgique en possession de 60 kilos de cocaïne. En décembre 1991, Kemal et Cemal GU.. sont interpellés à Arnheim en possession de 48 kilos d'héroïne. Cemal GU.. est connu comme cadre "militaire" du PKK et recherché en Turquie pour meurtre d'un lieutenant et de deux gendarmes. En mars 1993, Suleiman IY... est arrêté aux Pays-Bas avec 2 kilos d'héroïne. Il avoue aux policiers néerlandais (qui ne sont pas réputés pour leur férocité...) être un militant du PKK. Osman AY..., d'Icel, en Turquie, lui a expédié la drogue. A son domicile, on trouve des documents internes et des reçus de l' "impôt révolutionnaire" du PKK. En décembre 1994 à Amsterdam, Pays-Bas, 180 policiers procèdent à l'arrestation de Nejat KU... et de 28 autres kurdes, ressortissants turcs, en possession de plusieurs armes de poing,

deux fusils d'assaut, cinq grenades et d'un stock important de matériel de propagande et de documents internes du PKK. Ils sont par la suite inculpés de trafic de stupéfiants et d'enlèvement. Le réseau s'étendait en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie et en Turquie. En février 1995, Yussuf Y.. est interpellé, porteur de 4 kilos d'héroïne. Il a été précédemment impliqué dans le meurtre (querelle intestine) du militant PKK Hussein Akpinar à Anvers.

Espagne : Le 25 novembre 1989, journal du soir de la 1^{ère} chaîne de la télévision espagnole, à 20h. 30. Le présentateur cite des policiers et magistrats : "Ces jours derniers, notre pays a connu une vague importante de trafic de stupéfiants par un "réseau kurde". Tous les membres de ce réseau, dont la direction est à Istanbul, sont kurdes et fournissent de l'argent et des armes à la guérilla illégale qui combat pour un Kurdistan indépendant. En Espagne, 50 des membres de ce réseau ont été arrêtés à ce jour. Cette organisation fonctionne de façon extrêmement professionnelle. L'héroïne circule dans des camions semi-remorque depuis Istanbul jusqu'à Madrid, via Ljubljana, Milan et Amsterdam, villes où le "réseau kurde" est également implanté. Ce réseau aurait importé 300 kilos d'héroïne dans notre pays au cours des six mois écoulés. En janvier 90 encore, 12 militants du PKK sont interpellés en Espagne pour avoir fait partie de ce "réseau kurde". En janvier 1992, Abdallah KE.. et Veci KA... sont interpellés, porteurs d'héroïne et de 60 000 dollars US en espèces. Ces militants du PKK étaient surveillés depuis un an par la police espagnole.

Italie : en mai 1991, à Côme, 23 kilos d'héroïne sont découverts à bord d'un poids-lourd conduit par Ali GU..., lui-même membre du réseau de Naïf AY... très lié au PKK.

Yougoslavie : Arrestation en mars 1993 de Suphi MU... et de Metin BU..., en possession de 4 kilos d'héroïne. Ils avouent avoir été menacés de mort par des guérilleros du PKK, en Turquie, s'ils n'acceptaient pas de convoier la drogue jusqu'à d'autres militants du PKK à Cologne, Allemagne.

Suisse : novembre 1992, Lausanne. Deux turcs d'origine kurde sont condamnés respectivement à 5 et 8 ans de prison pour trafic d'1,2 k. d'héroïne. L'un des deux prévenus avoue que le PKK l'a contraint à transporter la drogue et à la vendre, puis à rendre l'argent à l'organisation.

Les clans criminels kurdes et le PKK

Dans l'enquête qui suivit la vague d'attentats de septembre 1986 à Paris, les policiers exhumerent, dans la forêt de Fontainebleau, une poubelle qui contenait à la fois des explosifs et du "brown sugar". Des journaux titrèrent alors que "les terroristes se finançaient en vendant de la drogue". Pas vraiment : les commentateurs oublièrent qu'aucun acte n'est vraiment individuel dans une société clanique - le militantisme politique, ou l'activisme religieux moins encore que le reste. On n'adhère pas au Hizballah ou au PKK comme au RPR ou au PS, en

poussant seul la porte d'un local et en remplissant un bulletin. Surtout en zone rurale ou montagnarde. C'est une collectivité - tribu ou clan - qui rallie l'entité dont elle attend son salut, dans ce monde ou dans l'autre, développant avec elle un mode d'existence symbiotique. Alors, dans le cas du Hizballah, l' "ambassadeur" du clan à Paris rend service à ses trois aînés restés à Jibchit, Hermel ou Baalbek. L'oncle Ali est garagiste ? On lui expédie les pièces détachées dont il a besoin. Le cousin Imad fait tourner un laboratoire d'héroïne ? On stocke sa poudre, ou on la vend. Abou Hussein, de la milice locale d' "Amal islamique", déclare qu'une fatwa enjoint de frapper le "petit Satan" français ? On héberge ses "artificiers" - et leurs bombes.

Un système symbiotique analogue unit le PKK à des clans criminels du sud-est anatolien, eux-mêmes semblables aux "familles" mafieuses de Sicile : culture de la rébellion face à l'Etat, secret, étanchéité obtenue par croisement des liens biologiques et criminels. Il existe une douzaine de ces clans : les Aksoy, Aydinli, Baybasin, Cantürk, Guven, Kitay, Kocakaya, Koylan, Ozdemir, Polat, Toprak, Ugur et Yildirim, etc. Certains revendent en Europe, et en gros, à ± 800 000 francs le kilo, de l'héroïne qu'ils achètent 15 000 francs le kilo dans le "Croissant d'or". D'autres maîtrisent toute la filière, fabriquant la poudre à partir de morphine-base asiatique et contrôlant jusqu'au "deal de rue" en Europe occidentale - toujours par quantités considérables. Nous présentons ci-après plusieurs de ces clans de diverses envergures, leurs trafics et leurs liens avérés avec le PKK.

Clan AYDIN - METIN : en septembre 1995, la police néerlandaise annonce à La Haye le démantèlement d'un réseau de trafiquants d'héroïne, des Kurdes de Turquie, suite à des perquisitions conduites dans 17 appartements et locaux, dans tout le pays. Suleyman Metin, Husnu Metin, Gonul Metin, Timour Aydin sont arrêtés aux Pays-Bas; Kamer Metin et Ali Aydin, à Istanbul. Ce réseau comptait près de 2000 membres, des grands chefs aux petits dealers de rue. 30 kilos d'héroïne pure sont saisis. le réseau en a écoulé plusieurs centaines de kilos par an depuis 1992. A Istanbul, la police saisit 3 hôtels, 4 appartements, une villa, tous luxueux, appartenant au clan. Des dizaines de comptes bancaires sont bloqués dans les deux pays.

Clan BAYBASIN : une note d'alerte d'Interpol-Allemagne (26/10/93) signale que la famille Baybasin trafique énormément d'héroïne entre la Turquie, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne, et "blanchit" en Europe des sommes considérables. Le chef du clan est Baybasin Hussein, né à Lice en 1956, interpellé à Istanbul en 1976 en possession de 11 kilos d'héroïne, puis en Grande-Bretagne en 1984 avec 6 kilos de la même drogue et condamné de ce fait à 12 ans de réclusion. Dans le clan, Baybasin Mehmet Emin, né en 1942 à Lice, oncle de Hussein, recherché en février 1994 en Turquie, pour une affaire de "laboratoire" installé au village de Yagmurlu, non loin de Lice, où la police trouve 67 kilos d'héroïne. Sur les lieux, Baybasin Nedim, né à Lice en 1965, cousin de Hussein et fils de Mehmet Emin. Ce dernier est arrêté en RFA le 13 juin 1984 (en compagnie de Baybasin

Mehmet Serif, né à Lice en 1944) avec 32 kilos d'héroïne et condamné par la suite à 13 ans de réclusion. Mehmet Emin et Mehmet Serif sont proches des séparatistes kurdes et ce dernier est connu de la police allemande comme trafiquant d'armes du PKK. Il existe au total une douzaine de frères, cousins, oncles, etc., Baybasin, fichés dans plusieurs pays d'Europe, sur le compte desquels on pourrait remplir un volume de faits analogues.

Clan KITAY : Hakki Kitay est arrêté le 1/9/93 au poste frontière turc de Kapikule, venant de Bulgarie, sur "tuyau" des polices néerlandaise, allemande et britannique, suite à la saisie de 14,8 kilos d'héroïne dans la ville turque d'icel le 29 octobre 1992. Condamné en Turquie (le 19/10/93), à dix ans de réclusion pour narcotrafic, Hakki Kitay et son clan sont liés à 22 affaires d'importation en Allemagne de 1990 à 1993, au total 1,2 tonne d'héroïne. Surveillé lors d'un "voyage d'affaires" en Allemagne, le 23/10/92, Hakki Kitay contacte Emin Uysal et Selim Curukkaya, dit "Tilki Selim" (Selim le renard), importants dirigeant du secteur financier du PKK en Allemagne. Hakki Kitay est le frère de Vahdettin Kitay dit "Veli", chef d'une guérilla régionale du PKK, tué en octobre 1989 dans un affrontement avec la police turque (un policier tué). Hakki Kitay est le père de Nizamettin Kitay, dit "Vedat", formé à l'"académie militaire" du PKK au Liban, cadre de la guérilla du PKK de la province de Bingöl, dirigée par Mahmut Curukkaya, dit "Docteur Suleiman", lui-même frère de "Tilki Selim", évoqué plus haut. Entre mai et novembre 1993, enfin, la police allemande démantèle entre Hambourg et Brème un réseau de 22 "réfugiés politiques" ou "demandeurs d'asile" possédant 16 kilos d'héroïne. Parmi ceux-ci, Ihsan et Senol Kitay. Ce dernier, fils de Hakki, est peu après assassiné en Allemagne. Egalement arrêtés dans l'affaire, Sehabettin AT... ex-chef du PKK pour la ville d'Elazig et deux autres militants connus de ce parti. Là encore, d'autres Kitay sont fichés pour narcotrafic dans plusieurs pays d'Europe.

Clan SAKIK : le 16 juin 1994, "Servet Ipek" né en 1964 est arrêté pour meurtre en Allemagne. L'enquête permet de découvrir qu' "Ipek" se nomme en réalité Seyyar Sakik né à Müsh en 1962, recherché en Turquie, en fuite en Allemagne. Et que le meurtre a pour origine un trafic de 190 kilos d'héroïne entre la Turquie et l'Allemagne. Seyyar Sakik a pour frères Sirri Sakik, député du DEP et Semdin Sakik, que la télévision pro-PKK MED-TV qualifie le 12 avril 1996 de "l'un des commandants de l'Armée populaire de libération du Kurdistan"¹⁸. En Allemagne, Idriss Sakik, cousin des précédents, assure la vente de l'héroïne au détail. En Turquie, le clan Sakik est connu pour son militantisme pro-PKK.

Clan KONUKLU - AY : le 8 mars 1995, suite à une surveillance de plusieurs mois, la police découvre deux laboratoires de raffinage d'héroïne près du hameau de Saray, dans la province turque de Tekirdäg et arrête 14 membres, ou alliés, des

¹⁸ Semdin Sakik a longtemps commandé la "région centrale", front de la guérilla PKK couvrant les provinces turques de Tunceli, Bingöl, Elazig. il semble avoir été rappelé en mars 1996 au nord de l'Irak par le grand chef militaire du PKK, Ali Haydar Katan. En novembre 1995, le gouvernement turc a promis une récompense de 94 000 dollars US pour sa capture.

clans Konuklu et Ay. Dans les labos, 92 kilos d'héroïne, 336 kilos de morphine-base afghane, 32 kilos d'anhydride acétique; mais aussi 2 Kalashnikov, diverses armes de poing et des documents internes du PKK. L'une des fermes appartient aux Konuklu, précisément à Mme Gulistan Konuklu, elle-même fille de Nasrullah Ay, un cadre du PKK. Dans le clan dont Mehmet Ali Konuklu est le chef, Nihat, Ramazan et Sahin Konuklu gèrent la production d'héroïne, Yusuf Konuklu, le marketing et la vente de la poudre à l'étranger. Le second labo est la propriété de Nusrettin Ay. Ses fils Hikmet et Kurbettin produisent la drogue, Heybet et Ali Ay, la vendent à l'étranger. Des documents trouvés sur place montrent qu'une partie des profits va au PKK. Des membres de ces clans sont aussi actifs dans l'appareil logistique du PKK : soins aux blessés, fourniture de radios, coursiers, diffusion de la propagande, etc.

Clan SENAR : En décembre 1986, Turgut Senar, qui dirige une société de production de films à Istanbul, est arrêté avec 1,6 kilo d'héroïne dans la province de Van et inculpé. En septembre 1989, la police d'Istanbul trouve près de 40 kilos d'héroïne dans une voiture lui appartenant. Il est arrêté en septembre 1991 à Van pour sa participation à des opérations armées du PKK. Sur lui, pour 30 millions de liras turques de reçus de l' "impôt révolutionnaire" de ce parti. Fahit Senar, frère de Turgut, est arrêté en octobre 1992 à Izmir, alors qu'il cache 81 kilos d'héroïne à bord du cargo "Florida", destinés à l'Italie. Il est actuellement détenu.

Clan KAYA : en septembre 1992, à Duisbourg, Allemagne, 20,3 kilos d'héroïne sont découverts à bord d'un camion TIR semi-remorque. Ses deux conducteurs sont Nezir Kaya, né en 1966 à Nusaybin, Turquie et Hasib Kaya, né en 1969 dans la même localité. Le camion appartient à la compagnie de transport routier d'Osman Kaya, frère de Nezir et cousin de Hasib, sise à Icel. Prévenus par leurs collègues allemands, les policiers turcs investissent les locaux de cette société en mai 1993. Et trouvent 18 Kalashnikov, 100 chargeurs et 4000 cartouches dans une cachette d'un camion-citerne, destinés à un maquis du PKK.

Clan DEMIR : en janvier 1993, la police d'Offenbach, Allemagne, démantèle un réseau dirigé par Abdulkudusi Demir. Qui avoue verser 250 000 Deutschmarks par an (± 800 000 francs) à un collecteur de fonds du PKK, pour pouvoir vendre sa drogue. En octobre 1994, l'hebdomadaire allemand "Focus" dénonce le clan Demir comme un des grands trafiquants d'héroïne en Allemagne. Selon "Focus", les Demir contrôlent une chaîne d'hôtels à Istanbul, ainsi que des garages et des boutiques d'électronique.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan : chronologie, 1990 - 1995

1990

A partir de cette année-là, les autorités turques cessent de sous-estimer le PKK, naguère considéré comme un simple rassemblement de "bandits".

Février : environ 150 manifestants du "Comité du Kurdistan" - qui sert de couverture au PKK en France - manifestent aux abords du Grand Palais, à Paris, où François Mitterrand inaugure avec Turgut Ozal l'exposition "Soliman le magnifique". Heurts avec le service d'ordre; plusieurs dizaines de kurdes interpellés.

. A l'occasion du nouvel an célébré au printemps par les Kurdes et les Perses (le "Nowrouz"), le PKK décrète la semaine du 21 au 28 mars celle de la lutte populaire contre la colonisation; dans les villes du "Kurdistan" turc, au sud-est de l'Anatolie, beaucoup de foyers éteignent les lumières entre 23h. et minuit et font jouer des cassettes (interdites) de musique kurde. Pour la première fois, des jeunes jettent des pierres aux forces de l'ordre turques, érigent des barrages et brûlent des pneus, façon "Intifada" principalement dans les provinces de Mardin, Siirt et Elazig. La presse turque compare ces manifestations à l'Intifada en Palestine. Dans la ville de Cizre (10 km. de la frontière syrienne), des incidents violents ont lieu : les adultes apportent les pierres que jettent ensuite les jeunes, qui portent désormais des keffiehs palestiniens; le couvre-feu est décrété et 300 personnes, mises en garde à vue. Dans la ville de Nusaybin, manifestation interdite, un mort, cinq blessés, à l'occasion des obsèques d'un combattant du PKK tué lors d'un accrochage.

Avril : les commerçants de Mardin et de Diyarbakir ferment boutique en solidarité avec les interpellés de Cizre et Nusaybin. Actions de propagande nocturne du PKK dans ces villes.

. Depuis le début du mois de mars, 97 tués au "Kurdistan" turc; 16 seulement au premier trimestre de 1989. Depuis le 15 août 1984 (début de la lutte armée du PKK sur le sol turc) 2000 personnes (civils, guérilleros, forces de sécurité turques) ont été tués.

Mai : congrès national du PKK, qui reconnaît le "rôle positif" du HEP

Novembre : le colonel Kadhafi envoie un télégramme de protestation contre "le massacre des Kurdes" au président Ozal. Autre message du colonel, de soutien celui-ci, à Abdallah Ocalan.

. A la télévision suédoise, un dirigeant du PKK menace de se livrer à des "massacres de masse" de touristes sur la côte occidentale de la Turquie (l'une des destinations favorites des Suédois...).

1991

Depuis le début de la crise du Golfe, Saddam Hussein s'est rapproché du PKK et lui fournit désormais armes et équipements militaires.

Février : Chiffres fournis par le procureur de Diyarbakir (Cour de sûreté de l'Etat) : près de 900 combattants du PKK sont emprisonnés et près de 350 sont en instance de jugement.

. Suite à un timide rapprochement entre la Turquie et la Syrie, Abdallah Ocalan déclare que le PKK ne recherche plus l'indépendance totale pour le "Kurdistan" turc, mais une "expression politique libre" pour les populations locales.

Août : au moment où, chaque année, le PKK fête le début de sa lutte armée (15.8.84), importante opération aéro-terrestre de l'armée turque, qui pénètre de 20 km en Irak et y reste trois jours, pour "retrouver les touristes allemands"; bombardements au sud de la ville d'Hakkari.

. Bilan de la répression au "Kurdistan" turc, 1987-91 : 2639 incidents armés, 4807 interpellations, arrestation de 1353 "combattants du PKK".

. Le 15 août : le PKK organise des manifestations armées nocturnes, meetings, etc. dans les villes de Cizre, Nusaybin, Bismil, Midyat (provinces de Diyarbakir et de Mardin). Affrontement près de Sirvan : 16 morts, dont 14 du PKK.

. Abdallah Ocalan menace à nouveau de s'en prendre aux touristes qui n'auraient pas le "visa" du PKK pour se rendre au "Kurdistan turc". En août et septembre, vague de kidnappings d'étrangers (allemands, américains, anglais, australiens, etc.) relâchés ultérieurement.

. A Bar-Elias, au Liban, grande réunion internationale de kurdes pro-PKK (venus d'Irak, du Liban, de Syrie, de Turquie, d'Allemagne, d'Italie et de Grèce)

. Affrontements à Mardin : 3 combattants du PKK capturés. Selon le ministre turc de l'intérieur, les récentes opérations de ratissage ont permis de tuer 25 combattants du PKK et d'en capturer 324. Depuis 1987, 771 guérilleros du PKK ont été tués, 55 blessés et 24 capturés les armes à la main. 240 autres se sont rendus.

. Le gouvernement irakien fermant les yeux, le PKK dispose désormais de bases importantes dans les districts de Zakho, Dohouk, Anesk, etc. au "Kurdistan" irakien.

. Désormais, le PKK abrite des unités à l'entraînement de Dev. Sol et du TKP-ML/Partizan dans son camp de Helwé, au Liban. Sans doute à la demande des "frères" syriens : les militants du PKK tiennent les communistes-combattants turcs pour des fous furieux et apprécient peu que, même au camp et en leur seule présence, ceux-ci ne quittent jamais leurs cagoules...

Septembre : intensification des opérations lancées par le PKK à partir de l'Iran.

Octobre : un porte-parole du PKK affirme que son groupe contrôle une "zone libérée" de 43 000 Km² dans le nord de l'Irak et l'est de la Turquie et "bénéficie d'un soutien politique de l'Iran".

. Deux opérations aéro-terrestre de l'armée turque dans le "Kurdistan" irakien (4000 hommes, aviation, hélicoptères, commandos etc.).

A la fin de l'année, le PKK, qui dispose désormais de mortiers de 120mm et d'artillerie anti-aérienne, est actif dans les provinces et districts de Diyarbakir, Dersim, Serhat, Mus, Botan, Mardin, Malatya, Maras, Adiyaman, Cizre, Nusaybin, Bitlis, Sirnak, Siirt et Hakkari, au "Kurdistan turc". Pour 1992, le PKK prévoit de développer ses activités de guérilla urbaine, et d'instaurer, dans les provinces de Botan et de Batinan, un "gouvernement de guerre" et une "armée populaire".

1992

Mars : le PKK déclare "la guerre totale" au pouvoir central turc. Nowrouz meurtrier dans le sud-est de l'Anatolie, ± 100 morts. Crise avec l'Allemagne, qui suspend ses livraisons d'armes à la Turquie.

. Ce même mois, interview d'Apo au quotidien turc "Hurriyet" : le budget annuel du PKK s'élève à ± 550 millions de f. Là-dessus, dans l'enquête adjointe, le journaliste estime que ± 175 millions de francs proviennent de divers rackets et trafics en Europe.

Avril : signature d'un protocole antiterroriste "de sécurité et de coopération" entre la Turquie et la Syrie.

Mai : la Roumanie déclare l'interdiction du PKK et de Dev. Sol.

. Le PKK évacue son "Académie militaire" de Helwé, vallée de la Bekaa, Liban.

Septembre : l'armée libanaise occupe les 10 km² de l'ex-camp du PKK, à Helwé.

Novembre : opération militaire de l'armée turque dans la région de Hakurk (aux confins du nord de l'Irak, de la Turquie et de l'Iran). L'offensive dure dix jours et bénéficie de l'aide des kurdes irakiens, hostiles au PKK

Estimation du nombre de membres et sympathisants actifs du PKK cette année là : aux alentours de 10 000.

1993

Février : la "Voix du Kurdistan indépendant", radio du PKK, commence à émettre en turc, kurde et arabe depuis le nord de l'Irak, ou depuis la Syrie.

Mars : Rencontre Abdallah Ocalan - Jalal Talabani à Damas. le PKK décrète un cessez-le-feu unilatéral de deux mois et se déclare "prêt à abandonner la lutte armée". Trêve pour le nouvel an kurde (Nowrouz).

Mai : le PKK massacre 33 recrues (désarmées) de l'armée turque dans la région de Bingöl, au "Kurdistan turc". Le PKK rompt la trêve.

Juin : Ocalan annonce la fin officielle de la trêve pour le 8 juin et déclare la "guerre à outrance". Le 24 juin à 10 h. du matin, des commandos du PKK s'attaquent de façon coordonnée à des cibles turques (ambassades, consulats, banques, agences de voyage, compagnie aérienne...), et organisent des manifestations violentes, dans 31 métropoles européennes : incendies, destructions, occupations de locaux, etc. Rien qu'en Allemagne, 80 cibles turques sont touchées.

Juillet : interdiction officielle du HEP, considéré par les autorités turques comme un paravent du PKK. Il est immédiatement remplacé par le DEP, ou parti démocratique.

. 35 habitants de Basbaglar (au "Kurdistan turc") sont tués et le village incendié par le PKK.

. 4 français sont pris en otages par le PKK et libérés 18 jours plus tard.

. En juillet et août, vague de kidnappings (touristes britanniques, australiens, français, autrichiens, etc. relâchés par la suite).

Août : 9^{ème} anniversaire du début de la lutte armée au "Kurdistan turc"; 350 morts dans la week-end de la mi-août. La lutte armée a fait 9000 morts en 9 ans, en Turquie.

. Dans une conférence de presse, "Apo" annonce que le PKK "aura 30 000 guérilleros en armes en 1994".

Novembre : Même type d'attaques qu'en juin, en Grande-Bretagne, Suisse, Danemark, Autriche, Norvège, France et Allemagne (59 cibles, dans une trentaine de métropoles). Un mort et 16 blessés turcs.

. En France, dans 25 départements, vaste opération de police visant le PKK; 110 interpellations (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Grenoble, Annecy, Rouen). Peu après, dissolution du "Comité du Kurdistan" et de la "Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France", considérés comme "paravents du PKK", réalité confirmée par

les perquisitions. Dans l'un des locaux visités, la comptabilité du PKK : entre janvier et septembre 93, l' "impôt révolutionnaire" a permis au PKK de récolter 5 millions de francs (Paris) et 2,2 millions de francs (province). Les sommes recueillies sont ensuite virées sur des comptes en Allemagne.

. Après une vague de perquisitions dans les locaux d'une centaine d' "associations paravents" du PKK, dans toute l'Allemagne, dissolution du PKK pour terrorisme, ainsi que de 35 de ses "paravents légaux", à la demande de Manfred Kanther, ministre fédéral de l'Intérieur.

En 1993, il y a eu ± 4100 morts dans le sud-est de l'Anatolie

1994

De 1984 à 1994 le PKK a perdu 5530 guérilleros, et fait 3218 victimes en Turquie.

Janvier : A Marseille, opération de police contre un réseau de racket du PKK.

Mars : congrès national du PKK, qui prône désormais un "Etat fédéral turco-kurde" et accentue encore la tonalité islamique de ses textes de propagande. Le PKK annonce un nouveau cessez-le-feu unilatéral.

. Des centaines d'activistes du PKK bloquent plusieurs des principales autoroutes allemandes; sérieux affrontements avec les forces de l'ordre allemandes.

Juin : interviewé par l'hebdomadaire allemand "Stern" Abdallah Ocalan déclare : "la dissolution du PKK en Allemagne est une provocation... Le fait que l'Allemagne se range aux côtés de la Turquie contre les Kurdes ne restera pas sans conséquence" ..

Avril : opération militaire turque au nord de l'Irak. Comme toujours en semblable occurrence, Ocalan se déclare sur le champ "prêt à faire la paix".

Août : nouvelle opération militaire turque au nord de l'Irak.

Octobre : arrestation en Grande-Bretagne de Faysal Dunlayici, dit "Kani Yilmaz", l'un des chefs du PKK.

. La Suisse, qui tenait les activistes du PKK sous haute surveillance depuis plusieurs mois, en expulse une vingtaine.

Novembre : nouveau cessez-le-feu unilatéral proposé par le PKK

Décembre : à Wuppertal, un kurde âgé de 27 ans, ex-militant en rupture avec le PKK, est assassiné par balles.

A la fin de l'année, le PKK aurait de 10 à 30 000 combattants (réguliers + milices locales). cette année là, 3905 guérilleros et 900 militaires et policiers turcs auraient été tués. Au total, depuis août 1984, il y aurait eu 12 661 morts au "Kurdistan turc" : 2657 membres des forces de sécurité turques; 3302 civils; 6702 membres, ou proches, du PKK.

1995

Janvier : en Allemagne, arrestation pour "terrorisme" de plusieurs militants du PKK.

. Massacre par le PKK de paysans à Hamzali, village de la province de Diyarbakir : 17 morts (dont 5 enfants et 4 femmes).

Février : attaque au cocktail-Molotov de six agences de voyage turques à Berlin, Brème et Cologne (Allemagne).

. Inculpation en Allemagne, pour terrorisme, d'un des chefs du "service action" du PKK pour la région de Stuttgart.

Mars : le 20 (veille du nouvel an kurde) l'armée turque lance un 6ème assaut, l' "Opération acier", dans la zone hors-contrôle du nord de l'Irak. Là se trouveraient, répartis en une vingtaine de camps, de 2500 à 3000 guérilleros du PKK. Les troupes turques s'avancent à 45 km. dans le territoire irakien et commencent un ratissage difficile dans 10 000 km² de pitons rocheux, canyons, etc. percés d'innombrables grottes. Les troupes turques sont appuyées par des combattants du PDK, qui contrôle en théorie la région.

. Au même moment, vague d'attentats anti-turcs en Allemagne. Un mois d'une véritable campagne de guérilla urbaine, au total plus de 80 attaques dans une vingtaine de villes du pays. Pour le porte-parole du PKK en Belgique, il s'agit d' "une réaction normale à l'oppression des kurdes".

. Suite à ces actions, dissolution du Bureau d'Information du Kurdistan (sis à Cologne, successeur du Comité du Kurdistan, lui-même dissous en novembre 1993, et de 5 associations kurdes de Bavière, comme étant des paravents du PKK.

. En mars et en avril, autres affrontements à Bâle (Suisse), suite à la fermeture d'un bureau du PKK, à Stockholm et Malmö (Suède), à Vienne (Autriche) et à Amsterdam (Pays-Bas).

Avril : un mois après le début de l'offensive, il y aurait 464 maquisards du PKK tués au nord de l'Irak, et 12 capturés. Lors d'opérations analogues au "Kurdistan turc", 305 guérilleros du PKK tués, 49 capturés.

. Abdallah Ocalan menace les États-Unis et l'Europe d'un "Jihad au nom de l'humanité et de l'islam" si elles soutiennent encore l'offensive turque au nord de l'Irak. (interview au journal "al-Hayat", publié à Londres).

. Dans le sud-est de l'Anatolie, le PKK fait voter officiellement pour les islamistes du Refah partisi aux élections municipales turques.

Mai : La Bulgarie (où séjournent ± 9000 kurdes) interdit les activités du PKK sur son territoire.

Juin : un dirigeant du PKK arrêté à Kiel, Allemagne, pour terrorisme; ex-cadre du "service action" de son parti à Brème puis à Berlin.

. depuis 1984, plus de 13 000 morts au "Kurdistan turc", par la guérilla et sa répression.

. accrochage à la frontière irano-turque : 4 guérilleros du PKK et un militaire iranien sont tués.

. Ocalan dit à "Stern" : "Nous avons la force de faire [du "Kurdistan turc"] un autre Vietnam".

Juillet : opération militaire turque (une semaine) au nord de l'Irak.

. Le ministre turc de l'Intérieur accuse la Syrie de continuer à protéger le PKK. Ocalan réside toujours partie en Syrie, partie au Liban.

Août : dans une note interne, le service de sécurité intérieure allemand déclare : "Le PKK a plongé si profondément dans la clandestinité qu'il est désormais impossible de l'infiltrer".

. 2000 guérilleros du PKK attaquent violemment les bases du PDK au nord de l'Irak, près de la frontière turque (Dohouk, Zakho). Selon les experts régionaux, Ocalan agit ainsi au profit de Hafez al-Assad - pour qui la Syrie est une puissance régionale ayant droit de regard sur tout le Proche-Orient - et veut ainsi saboter l'accord d'armistice PDK - UPK récemment conclu en Irlande sous l'égide des Etats-Unis - sans bénédiction syrienne. Au nord de l'Irak, le PKK crée sur une base non-tribale l'Union Nationale-Démocratique du Kurdistan (UNDK) comme rivale du PDK, il compte localement sur l'appui du "Hizballah révolutionnaire du Kurdistan" (irakien) du cheikh Adham Barzani.

. 3 attentats à la bombe à Istanbul, 3 morts, 40 blessés. Revendication du PKK.

Septembre : alliance de facto UPK-PKK au nord de l'Irak.

Octobre : le président turc donne le bilan de la lutte contre le PKK depuis 1984 : 20663 morts. Dont : forces de sécurité turques, 4120 morts, 8006 blessés; civils, 4604 morts, 5571 blessés; guérilleros, 11939 morts, 5581 capturés, dont 427 blessés; 1514 guérilleros se sont rendus.

. Selon le PDK, les combats au nord de l'Irak ont fait à la fin du mois 750 morts, la plupart PKK. Le PKK est chassé de la zone frontière avec la Turquie (Dohouk) et traqué dans le triangle Iran-Irak-Turquie

Décembre : le 11, cessez-le-feu PDK-PKK au nord de l'Irak. Le 15, Ocalan décrète une trêve unilatérale dans le sud-est de la Turquie.

. Bilan du terrorisme et de la guérilla en Turquie pour l'année 1995 : 4058 attentats, embuscades, etc. 3521 morts. 53 islamistes ou communistes combattants; 3468 dans la lutte contre le PKK. Dont : civils & gardes de villages, 433; forces de l'ordre, 481; PKK, 2554 morts.

1996

Mars : suite à de fortes pressions iraniennes, pacte de non-agression PDK-PKK au nord de l'Irak, échange de prisonniers etc.

Avril : opération militaire turque importante dans la région de Lice (nord-est de Diyarbakir). 100 cadres et guérilleros du PKK tués par surprise, alors qu'ils préparaient leur "offensive de printemps".